

# Amtliches Bulletin der Bundesversammlung

## Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

### Ständerat – Conseil des Etats

# 1990

Frühjahrssession – 12. Tagung der 43. Amtsdauer  
Session de printemps – 12<sup>e</sup> session de la 43<sup>e</sup> législature

#### Erste Sitzung – Première séance

Montag, 5. März 1990, Nachmittag  
Lundi 5 mars 1990, après-midi

18.15 h

Vorsitz – Présidence: Herr Caveltz

89.032

#### Atomenergie. Volksinitiativen Energie nucléaire. Initiatives populaires

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 12. April 1989 (BBl II, 1)  
Message et projets d'arrêté du 12 avril 1989 (FF II, 1)  
Beschluss des Nationalrates vom 7. Februar 1990  
Décision du Conseil national du 7 février 1990

**Präsident:** Ich begrüsse alle Kolleginnen und Kollegen herzlich zur diesjährigen Frühjahrssession, die im Brennpunkt besonderen und berechtigten Interesses der Öffentlichkeit steht.

Dies nicht nur wegen der zahlreichen, gewichtigen Sachvorlagen, die in unserem Rat zu behandeln sind, sondern vor allem, weil das Parlament in seiner verfassungsmässigen Aufgabe als Oberaufsicht über Verwaltung und Rechtspflege gemäss Artikel 85 BV gegenwärtig besonders gefordert und verpflichtet ist, wirkliche und vermeintliche Missstände in einzelnen Verwaltungsbereichen schonungslos aufzudecken und zu beseitigen. Wir müssen dafür sorgen, dass dies sachlich umfassend und korrekt geschieht – in Respektierung der Rechte aller Betroffenen und mit der gebotenen Verantwortung für die Zukunft unseres Staates und seiner Bürger.

Was in dieser ersten Situation not tut, ist die Bewahrung des Willens und der Fähigkeit, Wesentliches von weniger Wesentlichem, das noch so erschütternd sein mag, zu unterscheiden und entsprechend zu gewichten. Dies gilt, bezogen auf die aktuellen Ereignisse, sowohl für die Tätigkeit der Staatsorgane als auch für Vorkommnisse bei jüngsten Massendemonstrationen. Das heisst: Der Staat ist nicht in erster Linie nach den zu verurteilenden Fichen und die Demo vom letzten Samstag in Bern nicht nach den kriminellen Ausschreitungen an deren Rande zu qualifizieren.

Wir sind berufen, das Vertrauen in den Staat und seine Institutionen zu festigen und uns auf unsere ureidgenössische politische Kultur zu besinnen, die von Genossenschaftssinn, Freiheitsdrang, Toleranz und Einheit in der Vielfalt geprägt war. Wichtig ist aber auch, ob der vergangenen Fehler nicht den Blick für die Zukunft zu verlieren. Die Aufbruchsstimmung in der europäischen Entwicklung sollten wir als Chance zur politischen Innovation nutzen. Vielleicht kann hier der Ständerat eine ganz besondere Führungsrolle übernehmen.

Packen wir diese Aufgabe mit Gott- und Selbstvertrauen an! Hiermit erkläre ich Sitzung und Session als eröffnet.

M. **Cavadini**, rapporteur: Le débat national relatif à l'énergie nucléaire n'est pas épuisé, il trouvera un nouvel élan dans les deux initiatives populaires prochainement soumises au vote du souverain. La première de ces propositions est intitulée «Halte à la construction de centrales nucléaires» et demande un moratoire pour de telles constructions, tandis que la seconde demande un abandon progressif de l'énergie atomique. Elle ne sont donc pas absolument semblables mais elles poursuivent un but identique.

Rappelons peut-être qu'en 1976, une première initiative populaire fut déposée sous le titre «Pour la sauvegarde des droits populaires et de la sécurité lors de la construction et de l'exploitation d'installations atomiques». Elle fut rejetée de justesse en 1979. Une deuxième tentative fut faite en 1981 avec l'intitulé «Pour l'interruption du programme atomique». Les initiateurs ne parvinrent pas à réunir le nombre de signatures requis. En 1984, le peuple et les cantons rejetèrent deux nouvelles initiatives populaires: la première exigeait un avenir sans nouvelle centrale atomique et la seconde voulait un approvisionnement en énergie sûr, économique et respectueux de l'environnement.

L'accident de Tchernobyl, le 26 avril 1986, permit au débat de reprendre, et ce même débat qui avait permis de repousser trois initiatives populaires et demie en quatre ans fut relancé. Précisons pourtant que l'initiative dite du moratoire fut lancée avant la catastrophe ukrainienne, tandis que la seconde le fut postérieurement. De toute manière, on admettra qu'il y a unité de matière entre les deux textes et nous vous proposons, avec le Conseil fédéral, de les traiter ensemble.

Votre commission a entendu les tenants des deux propositions, mais elle a par ailleurs jugé que les documents qui lui furent remis à la suite des délibérations du Conseil national lui permettaient de renoncer à toute autre expertise. Venons en donc maintenant aux deux initiatives elles-mêmes.

L'initiative dite du moratoire, qui vise à empêcher la construction de toute nouvelle centrale nucléaire pendant les dix ans qui suivront l'acceptation de la disposition constitutionnelle par le peuple et les cantons, exige le refus de toute autorisation générale de construction, de mise en service ou d'exploitation

au sens du droit fédéral pour de nouvelles installations destinées à la production d'énergie atomique. Les promoteurs de l'initiative ne croient pas à la fiabilité technique des centrales nucléaires, craignent l'accroissement des déchets radioactifs et dénoncent une possible surproduction de courant électrique qui exigerait la construction de lacs d'accumulation défigurant les vallées alpestres. Ils veulent une autre politique de l'énergie pour se libérer de l'énergie nucléaire.

L'initiative demandant un abandon progressif de l'énergie atomique exige un renoncement complet à l'énergie nucléaire. Elle interdit évidemment la construction de nouvelles centrales, mais elle demande en outre d'interdire le renouvellement des unités existantes ainsi que la construction d'installations de retraitement. Elle préconise des économies d'énergie et une production électrique respectueuse de l'environnement. Elle réclame enfin un soutien de la Confédération à la recherche, au développement et à l'exploitation d'installations productrices d'énergie décentralisée.

Les initiants sont d'avis que les centrales nucléaires sont dangereuses pour l'homme et l'environnement ainsi que l'a montré principalement, disent-ils, la catastrophe de Tchernobyl. Le stockage des déchets radioactifs représente un danger latent et permanent. Ils affirment qu'on peut substituer à l'énergie nucléaire actuellement produite les ressources de l'énergie solaire et des autres sources d'énergie décentralisée. Il conviendrait d'économiser le courant électrique qu'on ne doit pas importer et il faudrait renoncer aux grandes centrales hydrauliques. Une renonciation à l'énergie nucléaire contribuerait à l'amélioration de notre environnement et de notre qualité de vie.

Par 8 voix contre 2, votre commission vous prie de recommander au peuple le rejet de ces deux initiatives. Elle le fait tant elle est persuadée que ces propositions sont excessives, voire déraisonnables, et les raisons qui justifient le refus de ces propositions sont nombreuses. J'en citerai quatre principales.

La première a trait à la politique de l'énergie. On sait que notre bilan énergétique n'est pas bon. Nous dépendons de l'étranger pour 80 pour cent de notre approvisionnement – pétrole, combustibles nucléaires, gaz naturel, charbon. Notre 20 pour cent «national» provient des forces hydrauliques et du bois. La consommation indigène d'énergie croît constamment, notamment la consommation d'électricité, et cela malgré de nombreuses mesures d'économie et de rationalisation. De plus, si la part du pétrole s'est maintenue approximativement à 66 pour cent du bilan, la demande de carburants fossiles s'accroît néanmoins. Le 40 pour cent de notre consommation électrique provient de l'énergie nucléaire et des importations croissantes ont été nécessaires dans ce domaine, pour plusieurs raisons: d'abord, la production des centrales hydrauliques de notre pays est irrégulière; ensuite, l'économie a un besoin grandissant d'énergie électrique; enfin, la Suisse ne dispose pas de centrale d'appoint et doit assurer sa part dans l'interconnection ouest-européenne dans le domaine de l'électricité. Une renonciation à l'énergie nucléaire signifierait simplement mais obligatoirement une dépendance accrue de l'étranger.

La deuxième raison est d'ordre économique. Notre structure industrielle repose en grande partie sur la production de hautes technologies – informatique ou robotique par exemple – qui exigent un courant continu et fort. Ces techniques entraînent une grande consommation d'électricité. Toutes les mesures d'économie qui peuvent être efficaces dans le secteur des énergies fossiles par exemple sont inefficaces ici puisqu'il s'agit d'abord d'énergie de puissance et que ni l'énergie solaire ni l'énergie éolienne ne les remplaceront. Il en va de même dans les secteurs des télécommunications, de l'éclairage et de la mécanique. L'apport nucléaire se révèle indispensable pour des années encore.

La troisième raison a trait à la protection de l'environnement. On a parlé à juste titre d'ailleurs des menaces que l'«effet de serre» fait peser sur notre monde. On sait que cette situation est essentiellement due aux émanations de gaz carbonique qu'entraîne la consommation des énergies fossiles, qu'il convient de diminuer, et singulièrement dans les

pays industrialisés ne serait-ce que dans la mesure où les pays économiquement faibles ne peuvent généralement y renoncer.

La quatrième raison est d'ordre institutionnel et légal. Tant l'initiative du moratoire que celle de l'abandon interdisent toute nouvelle construction, ne serait-ce que pour dix ans. Or, nous savons clairement qu'il faut près de vingt-cinq ans pour conduire à son terme une nouvelle construction. Si nous ajoutons les dix ans du moratoire, c'est plus d'un tiers de siècle qu'il faudrait donc attendre pour disposer d'énergie nouvelle, et cela même si l'urgence, même si le besoin exigeaient des mesures immédiates. Une telle clause d'interdiction est donc largement inopportune. Clamer sa volonté d'économiser l'énergie ne suffit pas. Une politique globale de l'énergie ne saurait simplement renoncer aujourd'hui à l'énergie nucléaire, sans que les énergies de substitution soient confirmées efficaces et crédibles. Or, tel n'est pas le cas! Tant l'initiative du moratoire que celle de l'abandon nous engagent dans une voie trop incertaine pour que nous initiions le peuple à notre tour à l'emprunter.

Votre commission vous propose donc, à une très forte majorité, de recommander le rejet de ces deux propositions.

**Präsident:** Die Kommission beantragt, die Bundesbeschlüsse über die Volksinitiativen «Stopp dem Atomkraftwerksbau (Moratorium)» und «Für den Ausstieg aus der Atomenergie» gemeinsam zu beraten. Sie sind damit einverstanden.

#### *Allgemeine Aussprache – Discussion générale*

**Hunziker:** Gegenüber beiden Initiativen ist meine Haltung ablehnend; gegenüber dem Moratorium schon deshalb, weil es sich hier ebenfalls um eine Ausstiegs-Initiative handelt, der Ausstieg soll lediglich in zwei oder mehreren Schritten vollzogen werden. Die Initianten sagen auch in den Materialien, dies sei – auch bei der Moratoriums-Initiative – ihr Ziel.

Bei der Ausstiegs-Initiative stellt man fest, dass sie nicht nur die vorhandenen Kernkraftwerke betrifft, sondern es würden auch sämtliche Wiederaufbereitungsanlagen und die Erneuerung der bestehenden Anlagen miteinbezogen. Diese wären, laut Initiativtext, so rasch als möglich stillzulegen. Was das heisst und wann das wäre, wird nicht gesagt. Sicher gäbe es darüber noch einiges zu diskutieren.

Diese Initiative hat den gleichen Effekt wie das Fallenlassen der Option Kernenergie. Damit geht man über die eigentliche Kernkraftwerkpolitik insofern hinaus, als auch Bereiche der Forschung und der internationalen Zusammenarbeit betroffen wären. Wir wären dann bei Forschungsprojekten, in denen wir jetzt mitmachen können und auch wollen, nicht mehr erwünscht.

Das Fallenlassen der Option Kernenergie käme einer klaren Ignorierung der globalen, ökologischen Bedrohung gleich. Es dürfte unbestritten sein, dass Kernkraftwerke ganz wesentlich die Belastung der Atmosphäre mit Schadstoffen und damit auch den Treibhauseffekt und die daraus resultierenden klimatischen Grossschäden vermindern. Bei der Erzeugung von 100 MW Energie während eines Jahres mit verschiedenen Brennstoffen resultieren folgende Mengen CO<sub>2</sub>: bei Steinkohle 5,4 Millionen Tonnen; bei Braunkohle 6,5 Millionen; bei Schweröl rund 4,7 Millionen; bei Erdgas rund 3 Millionen; bei Kernenergie kein CO<sub>2</sub>.

Aus diesem Grund werden in Schweden – einem Land, das gerne als Beispiel zitiert wird – die elektrischen Raumheizungen gezielt gefördert. Man weiss dort – hier wissen es auch viele –, dass man damit den Treibhauseffekt reduzieren kann. Will man nun diese Elektroheizungen fördern, braucht es dazu Strom. Weil bei uns dem Ausbau der Wasserkraft sehr enge Grenzen gesetzt sind, so dass er fast nicht mehr möglich ist, gibt es als einzige Ausweichmöglichkeit die Kernenergie.

Das Klimaproblem zwingt wirklich zum Umdenken. Vor gut einem Monat haben 49 Nobelpreisträger und 700 Mitglieder der hochangesehenen amerikanischen Nationalen Akademie der Wissenschaften einen Aufruf zur Verhinderung einer globalen Erwärmung an US-Präsident Bush gerichtet. Der Aufruf emp-

fahl dringend, unverzüglich Massnahmen zur massiven Verminderung des Ausstosses von Treibhausgasen, wie zum Beispiel Kohlendioxid, einzuleiten. Als Eckpfeiler der hierzu erforderlichen neuen nationalen Energiepolitik seien die effiziente Energienutzung und der vermehrte Einsatz sauberer Energiequellen, einschliesslich der Kernenergie, entschlossen voranzutreiben. Das sagen 49 Nobelpreisträger und 700 Wissenschaftler.

Wenn man die Initiative anschaut, steht in Artikel 25quinquies Absatz 4 der interessante Satz, dass Bund und Kantone für eine umweltverträgliche Erzeugung von elektrischer Energie zu sorgen haben. Ich frage die Anhänger der Initiative, wie sie das ohne Kernenergie, ohne weitere Wasserkraft bewerkstelligen wollen. Wollen sie dazu in der Tat weiterhin fossil betriebene Kraftwerke einsetzen?

Noch ein Wort zum Wirkungsgrad der Atomkraftwerke, ein Stichwort, das in den Diskussionen regelmässig auftaucht: Es stimmt, dass der erreichbare Wirkungsgrad nicht grossartig ist. Das hängt aber nicht mit der Kernenergie zusammen. Dieser Wirkungsgrad ist typisch für alle Dampfmaschinen und Turbinen, hat mit der eigentlichen Kernspaltung gar nichts zu tun. Der Grund liegt ganz einfach in thermodynamischen Gesetzen.

Gestatten Sie mir ein Wort zum Stromsparen: Stromsparen ist notwendig, und es kann mehr gespart werden als bisher. Aber mit Stromsparen allein lösen wir das Energieproblem nie. Dabei ist nicht zu übersehen, dass gerade bei der Elektrizität das Sparpotential weniger gross ist als bei den anderen Energieträgern. Elektrizität ist eine Schlüsselenergie. Mit dieser können Sie andere Energien substituieren, aber nicht umgekehrt. Und diese Schlüsselenergie ist vor allem im Gewerbe, in der Industrie und neuerdings auch in den Dienstleistungsbereichen, wo immer mehr Elektronik und Computertechnik Einzug hält, vonnöten. Das Sparpotential im Haushalt-, Freizeit- und privaten Bereich ist zugegebenermassen grösser als in der Wirtschaft, wo bereits spürbar gespart wurde. Das kann man mit vielen Statistiken nachweisen. Und es steht auch fest, dass bei einem länger planenden Elektrizitätsmanko bedeutende wirtschaftliche Schäden in Kauf zu nehmen sind.

Ich zitiere gerne eine Studie der Infras, eines Büros, das in der Regel für die Argumentation gegen die Kernenergie herbeigezogen wird. Die Infras hat zusammen mit der Motor-Columbus in der Schriftenreihe des Bundesamtes für Energiewirtschaft Nr. 14 gesagt, dass bei einem Elektrizitätsmanko von 10 Prozent eine direkte Einbusse des Bruttoinlandsproduktes von rund 2,5 Prozent bzw. im Winterhalbjahr 1989/1990 gegen 3 Milliarden Franken in Kauf zu nehmen wären. Dazu kommen dann indirekte, nachfragebedingte Effekte von noch einmal etwa 1,5 Milliarden Franken. Die Folgen für Wirtschaft, Beschäftigungslage und Arbeitsplätze wären also gravierend.

Die moderne Bürogesellschaft – das habe ich gesagt – braucht mehr Strom. Aber nicht nur sie, sondern auch die Ersteller von Anlagen im Interesse des Umweltschutzes brauchen jetzt schon und werden in Zukunft noch in höherem Masse mehr Strom brauchen. Man könnte sogar sagen: Wenn man den allgemeinen Energieverbrauch drosseln kann, steigt – immer ausgehend von diesen Gegebenheiten – der Elektrizitätsbedarf. Das alles können wir mit noch so drakonischen Sparmassnahmen nicht beseitigen. Eine rigorose Sparpolitik käme übrigens nicht aus ohne neue Steuern, Subventionen, viel Bürokratie und auch nicht ohne Eingriffe in die Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen.

Die Kommission zur Erarbeitung einer Gesamtenergiekonzeption hat bei ihrer schärfsten Sparvariante 800 bis 1500 neue Beamtenstellen als notwendig erachtet. Bei Annahme der Ausstiegsinitiative wären es eher noch mehr. Nachhaltiger Widerstand gegen einen solchen Energiestaat mit Zwangsjacke wäre vorprogrammiert. Eine weitere Folge wäre die erhebliche Energieverteuerung und damit auch die Gefahr der Verlagerung von Industrieproduktionen ins Ausland, denn die ausländische Konkurrenz muss solche Belastungen nicht auf sich nehmen.

Neben den genannten umweltpolitischen Bedenken habe ich aber auch staatspolitische, ordnungspolitische und versorgungspolitische; ich nenne sie nur stichwortartig: Es wird mit

der Initiative bewusst eine Energieverknappung herbeigeführt, das Wachstum gebremst und mehr Zentralstaat geschaffen. Die zentralen und zum Teil privaten Strukturen werden im Mark getroffen, und die Versorgungsabhängigkeit von Frankreich oder anderen Stromlieferanten wird noch grösser.

Dann wird regelmässig das schöne Beispiel Schweden genannt. Ich möchte in Erinnerung rufen, dass vor ganz kurzer Zeit der sozialdemokratische Ministerpräsident Ingvar Carlsson die Energiepolitik seiner Umweltministerin, der Kernenergiegegnerin Birgitta Dahl, weggenommen und dem Industrieministerium unterstellt hat, das geleitet wird von Rune Molin, dem früheren stellvertretenden Vorsitzenden des Gewerkschaftsdachverbandes, der seit jeher ein engagierter Befürworter der Kernenergie ist. In Schweden denken immer mehr Kreise daran, aus dem Ausstieg auszusteigen, und zwar nicht erst im Jahre 2010.

Bei der Moratoriums-Initiative gewärtigen wir all diese Aspekte und Konsequenzen in Etappen. Es würden bei der Moratoriums-Initiative neben den Leichtwasser-Reaktoren natürlich auch mögliche Hochtemperatur- und Fusionsreaktoren erfasst. Diese Initiative war übrigens vor allem gegen das Projekt «Kernkraftwerk Kaiseraugst» gedacht, und die Vorbereitungen dieser Initiative sind vor «Tschernobyl» angelaufen. Die Moratoriums-Initiative hätte zweifellos Auswirkungen weit über die Moratoriumsfrist hinaus, weit über diese zehn Jahre hinaus. Denn keine Elektrizitätsgesellschaft in unserem Land wird während diesen zehn Moratoriumsjahren ein grösseres Projekt in Angriff nehmen, weil sie ja nicht wissen, was nachher kommt. Das Berufsbild und die Zukunftsaussichten der Kernenergiefachleute würden beträchtlich betroffen. Die Folge wäre eine Abwanderung ins Ausland; vor allem würden wir den Anschluss an die internationale Forschungsszene verpassen.

Das Moratoriumsdenken greift in unserem Land um sich, nicht nur im Nuklearsektor, auch beim Ausbau der Infrastruktur und der Industriegesellschaft. Wir haben «Stopp dem Beton», wir haben die Kleeblatt-Initiativen, wir haben die Alpen-Initiative zum Schutz des Alpengebietes vor Transitverkehr und verschiedene solche Begehren auf kantonaler und kommunaler Ebene. Mit Stoppen, Blockieren, Neinsagen lösen wir die grossen Gegenwarts- und Zukunftsprobleme nicht.

Man will ein Moratorium für den Kernkraftwerkbau. Warum eigentlich nicht ein Moratorium für den Stromkonsumenten? Getraut man sich nicht, es ihm zu sagen, was schliesslich herauskäme?

Ich brauche ein Wort von Herrn Bundesrat Ogi: «Man will die Produktion nicht, aber man will das Produkt.» Dieses Produkt, dieser Bedarf an Energie steigt jährlich um drei Prozent an. Solches Moratoriumsdenken ist nicht konsequent, und es ist auch nicht redlich.

Man redet da von Denkpausen. Die werden leicht zu Pausen im Denken. Denken ist gut, die Pause darf aber nicht zum Dauerzustand und zum Programm werden.

Ich frage Sie: Was ist das für eine Energiepolitik? Energie verknappen statt bereitstellen? Energie verteuern statt zum Marktpreis anbieten, die Versorgungsabhängigkeit erhöhen statt vermindern? Ein eigenartiges Energiekonzept!

All die fatalen Folgen einer solchen Politik allein mit drakonischen und an der Durchsetzbarkeit scheiternden Sparmassnahmen beheben zu wollen, ist utopisch. Ich zitiere Jeanne Hersch: «Wie alle kollektiven Leidenschaften nährt sich die Anti-Atom-Leidenschaft nicht nur aus zusammenhängenden Gründen und Assoziationen auf einer Ebene. Sie wird auch gespeist von den wichtigsten ideologischen Themen, zu denen der Westen heute Zuflucht nimmt, um sein schlechtes Gewissen zu nähren. Man setzt als gewiss die Möglichkeit der Zuflucht zu neuen, natürlichen, unerschöpflichen Energien voraus, die keinerlei Verschmutzung mit sich bringen. Sonne, Wind, Ebbe, Flut. Hier atmet man die sonnige Unbekümmertheit der Märgen unserer Kindheit.»

Ein letzter Satz: Man muss nicht nur von den Gefahren der Kernenergie reden, sondern auch von den Gefahren des Verzichts auf diese saubere Energie. Die Risiken, die wir einge-

hen, wenn wir im bisherigen Stil mit den fossilen Energien weiterfahren, sind verheerend.

Darum müssen diese beiden Initiativen abgelehnt werden.

**Frau Bühner**, Sprecherin der Minderheit: Die Minderheit stellt Ihnen den Antrag, beiden Initiativen zuzustimmen, nicht nur einer davon, wie das fälschlicherweise auf dem Papier steht, das Ihnen ausgeteilt wurde.

Die Initiativen geben Gelegenheit zur Auseinandersetzung mit einer der brennendsten Fragen unserer Zeit. Weichen könnten gestellt werden, Entscheidendes könnte getan werden. Allerdings scheint mir, dass die Bereitschaft zu einer ernsthaften Auseinandersetzung, einer ernsthaften Diskussion über die Frage, ob ein Ausstieg überhaupt möglich ist, nicht vorhanden ist.

Im Pressecommuniqué über die Kommissionsverhandlungen heisst es: «Nach intensiven Beratungen sprach sich die Kommission mit 8 zu 2 Stimmen ....». Diese Qualifikation der Kommissionsberatungen scheint mir eher etwas humoristisch zu sein. Die Beratungen fanden in einem gehetzten Tempo statt. Ich empfand, dass die Mehrheit sie eher als eine lästige Pflichtübung absolvierte. Insbesondere fand keine Auseinandersetzung mit dem Eges-Bericht statt, was ich persönlich sehr geschätzt hätte. Es schien, dass die Verhandlung als eine Diskussion über etwas Indiskutables empfunden wurde.

Das Ganze ist schon sehr erstaunlich. Es scheint – das haben auch die Ausführungen von Kollege Hunziker wieder gezeigt –, dass bei den Befürwortern der Atomenergie keine Signale ankommen. Es ist so, als ob nichts geschehen wäre und nichts geschehen würde. Dabei ist sehr viel geschehen! Fast täglich können Sie in den Medien Meldungen lesen oder hören. Ich treffe eine fast zufällige Auswahl aus diesen Meldungen, die Signale sein müssten.

Beispiele: In der Umgebung von Tschernobyl mussten neuerdings zusätzliche 300 Dörfer evakuiert werden. Nehmen Sie einmal den Zirkel und messen Sie von Gösgen aus, welcher Teil unserer Schweiz unbewohnbar wäre. Ich kann Ihnen sagen, es bliebe nicht viel übrig.

Harrisburg: Die Entsorgung des Unglücksreaktors in Three Mile Island ist immer noch nicht abgeschlossen. Es ist unabsehbar, was diese Entsorgung kosten wird. Bisher hat sie eine Milliarde Dollars gekostet. Die Verseuchung des Untergrunds ist zu vermuten.

Sellafield: Es wird eine signifikante Erhöhung der Leukämieanfälligkeit bei Kindern von Werksangehörigen festgestellt. Diese Kinder kommen mit dem Werk nicht direkt in Berührung. Es wird angenommen, dass eine Erbschädigung vorliegt. Es scheint, dass die Vermutung, die auch aus Japan schon geäussert wurde, richtig ist, dass die Grenzwerte gesenkt werden müssen. Gesenkte Grenzwerte – dies nur in Klammern – bedeuten erhöhte Kosten.

Ein weiterer Titel: Strahlenangst bei Euratom. In Luxemburg sind bei Euratom sechs Mitarbeiter festgestellt worden, die plutoniumverseucht sind. Bei dreien ist das noch einigermaßen erklärlich. Diese drei Mitarbeiter wechseln die Filme in den Überwachungskameras. Bei den drei anderen sind die Aerzte und die Fachleute ratlos. Diese arbeiten nämlich in der Stadt Luxemburg in den Büros von Euratom. Sie sind plutoniumverseucht.

Weitere Schlagzeile: Französische AKW sind risikoreicher als zugegeben. Ein geheimer interner Bericht ist an die Öffentlichkeit gelangt. Es heisst, dass das Unfallrisiko weit höher ist, als man bisher annahm – wir Schweizer können nur auf Ostwind hoffen.

Stichwort Nagra: Noch wurde kein Standort gefunden für die hochaktiven Abfälle. Ansonsten treue Eidgenossen leisten entschlossenen Widerstand. Die Akzeptanz ist gleich Null. Dasselbe gilt für die Fernwärme. Trotz Glanzpapierprospekten wollen die Leute nicht an diese Fernwärmenetze angeschlossen werden.

Gar nicht zu vergessen natürlich – das liegt jetzt schon wieder etwas zurück – Kaiseraugst. Ich möchte hier einfach feststellen, dass den Motionären das Kunststück gelungen ist, weit aus den grössten Erfolg gegen die Atomkraft zu erreichen, ohne selber Atomgegner zu sein.

Es gibt auch positive Meldungen. Sie haben vom Nullenergiehaus lesen können. Die Bewohner haben im Winter im sonnengewärmten Wasser vor dem Haus gebadet.

Ein weiteres Stichwort: Eine neue Technologie für Energiespeicherung, Sepak, die in Zusammenarbeit mit dem Max-Planck-Institut entwickelt wurde und einen wesentlichen Fortschritt bringen würde. Dann natürlich besteht der Eges-Bericht, der sehr wertvoll ist. Oder eine weitere positive Meldung: Frau Thatcher findet keine Käufer für ihre AKW.

Und schliesslich wird immer klarer, wie zu lesen ist, dass das CO<sub>2</sub>-Problem mit der Atomenergie nicht zu lösen ist. Erstens kommen 40 Prozent des CO<sub>2</sub>-Ausstosses aus dem Verkehr, und zweitens wird bei uns kein Strom aus fossilen Brennstoffen hergestellt. Was den Einsatz von Strom im Wärmesektor betrifft, so müssen Sie sich vorstellen: Wenn Kaiseraugst – ich erinnere an die damalige Debatte – gariz für die Wärmeproduktion benutzt worden wäre, hätten 4 Prozent des Erdölverbrauches ersetzt werden können. Wie viele AKW müssten wohl in unserer Schweiz gebaut werden, damit ein respektabler Beitrag zur Erdölverbrauchsreduktion erreicht werden kann?

Herr Bundesrat, ich frage Sie und Ihre Bundesratskollegen: Nehmen Sie all dies eigentlich nicht zur Kenntnis? Ich muss das fast annehmen, denn was in der bundesrätlichen Botschaft steht, ist erschütternd. Es ist von kaum zu überbieten der Einseitigkeit. Da ich Ihnen wirklich nicht unterstellen will, dass Sie das Volk irreführen wollen, muss ich einfach feststellen, dass sich der Bundesrat dem verschliesst, was die Spatzen von den Dächern pfeifen. Die Medaille der Atomenergie hat eine Kehrseite. Diese Kehrseite existiert auch, wenn wir es geflissentlich vermeiden, sie anzuschauen. Das ist eine Vogel-Strauss-Politik.

Der Bundesrat müsste zur Kenntnis nehmen, dass sich grosse Teile der Bevölkerung – ob es eine Mehrheit ist, weiss ich nicht – Gedanken über diese Kehrseite machen. Für diesen Teil der Bevölkerung bedeutet es einen Schlag ins Gesicht, wenn Sie in der Botschaft schreiben, die Atomenergie sei eine «umweltverträgliche» oder gar eine «umweltfreundliche» Energie. Sie schreiben beispielsweise, dass die Atomenergie «vergleichsweise geringere Risiken für die menschliche Gesundheit als der Einsatz fossiler Energien» (Seite 78) habe. Die Sorge, die sich gewisse Leute machen, tun Sie mit dem Satz «Allerdings sind auch weitere, nicht quantifizierbare Risiken zu berücksichtigen» (Seite 3) ab. Das ist alles! Schliesslich kommen Sie zum Schluss, «die quantifizierbaren Risiken der Kernenergie im Vergleich mit anderen technischen Werken und Energien» seien «tragbar».

Die Botschaft verharmlost und verwedelt auch das Entsorgungsproblem. Sie sagen, dass auch für hochaktiven Abfall die Sicherheit gegeben sei und dass aus «bautechnischer Sicht keine Bedenken gegen die Erstellung von Endlagern» bestünden. In Tat und Wahrheit sind die Pläne der Nagra gescheitert. Nicht aus Unvermögen der Nagra, sondern weil die Verhältnisse im Untergrund nicht so waren, wie man sich das vorgestellt hat.

Ich nenne einige Stichworte: Karbontrog über dem kristallinen Untergrund; Zerklüftung des Kristallins (zum Beispiel in meinem Heimatkanton); Wasserführung usw. Diesen Tatsachen müsste man ins Auge schauen und das Kind beim Namen nennen.

Die Sicherheit, mit der gesagt wird, das Problem sei gelöst – ich habe das erstmals bereits in der ersten Hälfte der siebziger Jahre in einem Glanzpapierprospekt gelesen: «Die Probleme der Endlagerung sind gelöst» –, diese Wiederholung wird langsam zur Beschwörungsformel.

Auch der Bundesrat spricht in der Botschaft von den «verbleibenden» nuklearen Entsorgungsaufgaben. Diese verbleibenden nuklearen Entsorgungsaufgaben türmen sich zu einem Berg, höher als der Piz Pian Gran! Die Unfähigkeit, die Schwierigkeiten anzuerkennen, lösen in der Bevölkerung tiefes Misstrauen aus. Die Bevölkerung bezweifelt, dass das Ergebnis der Untersuchungen einer objektiven Prüfung standhalten würde.

Offensichtlich ist der Bundesrat der Meinung, diese Entsorgung müsse möglich sein. Und das eben nährt die Zweifel an

der wissenschaftlichen Objektivität. Man müsste sich auch vorstellen können, dass die Entsorgung in der Schweiz nicht möglich ist und dass etwas anderes gesucht werden muss.

Eine Zwischenfrage noch: Wir hören von den Experten der HSK (Hauptabteilung für die Sicherheit von Kernanlagen). Ich frage Sie: Wo sind aussenstehende, vielleicht sogar ausländische, unabhängige, nicht interessegebundene und auch atomkritische Experten?

Die Endlagerfrage sei «technisch gelöst». Was heisst das? Es geht um unvorstellbare Zeiträume, um Zeiträume, die jedes menschliche Mass übersteigen. Plutonium hat eine Halbwertszeit von 26 000 Jahren – dann ist immer noch die Hälfte der Strahlung vorhanden! Jede Voraussage über die Haltbarkeit von technischen Einrichtungen, über die Haltbarkeit unserer Menschenwerke über solche Zeiträume ist lächerlich. Technisch gelöst! Der liebe Gott müsste mit Blitz und Donner dreinfahren ob solcher menschlicher Ueberheblichkeit und Dummheit! Mit der Atomwirtschaft setzt der Mensch Stoffe in die Welt, die es natürlicherweise nicht gibt. Insbesondere bei der Aufbereitung entstehen die schlimmsten Abfälle. Die Wiederaufbereitung wird in der Botschaft aber als das Natürlichste von der Welt dargestellt. Es gibt etwas «Gutes» an der Wiederaufbereitung: das Abfallproblem muss erst später gelöst werden. Dannzumal werden diejenigen, die heute entscheiden, nicht mehr für ihre Entscheide geradestehen müssen. Das ist der zweifelhafte Vorteil der Wiederaufbereitung.

Ich bin allerdings nicht sicher, ob die Wiederaufbereitung überhaupt noch möglich sein wird. Wackersdorf wird nicht gebaut, und wenn die katastrophalen Verseuchungen in der Umgebung von La Hague und Sellafield erst einmal nicht mehr vertuscht werden können, wenn die Leute nicht mehr mit neuen Experten verrostet werden können, dann wird es nicht mehr möglich sein, dass wir uns an dieser gigantischen Umweltverseuchung beteiligen. Es ist auch nicht richtig, wie der Bundesrat dies wiederholt tut, darauf hinzuweisen, die Entsorgungsfrage müsse so oder so gelöst werden. Die Entsorgung ist durchaus auch eine Frage der Quantität. Es ist zu sagen, dass der Abfall von nicht gebauten Werken auch nicht entsorgt werden muss. Alles in allem: die Entsorgungsfrage ist nicht gelöst. Das Dossier Nagra würde man am besten mit «Aktenzeichen XY ungelöst» anschreiben!

Noch nicht einmal in unser Bewusstsein gedrungen ist das Problem des Abbruchs von Werken. Weltweit ist noch kein grosses Werk abgebrochen und entsorgt worden. «Vom AKW hin zur grünen Wiese» lautet der Titel in einer Zeitung. Das ist ein weiter Weg, und kein Mensch weiss, wie teuer er werden wird. Vorderhand wird auch dieser Gedanke hinausgeschoben; das ist alleweil das Praktischste. Ein Problem – auch dies verdrängt – wird, je älter die Werke werden, desto drängender. Es ist das Problem: Wer bestimmt den Zeitpunkt des Abschaltens? Mit Ausnahme eines Gaus – und den wollen wir doch nicht zum Regelfall erklären – ist die Frage sehr komplex und schwierig zu beantworten. Das Werk muss ja bis zum letzten Augenblick tadellos funktionieren. Können Sie sich vorstellen, dass z. B. arme und wirtschaftlich bedrängte Länder ein Werk, das noch tadellos funktioniert, von heute auf morgen abstellen, weil angenommen werden muss, dass im inneren Bereich, der nicht zugänglich ist für Erneuerungen, das Risiko eines Materialschadens zu gross wird? Selbst für die Schweiz ist nicht abzusehen, wer wann diesen Abschaltungsbefehl schliesslich geben wird.

Etwas vom Erstaunlichsten in der Botschaft ist die Haltung des Bundesrates zum Eges-Bericht. Der Eges-Bericht wird in durchaus positivem Sinne erwähnt. Es scheint, als diene er dem Bundesrat als Grundlage für seine Energiepolitik. Um so erstaunter ist man, dass die zentrale Aussage – dass der Ausstieg möglich ist ohne negative Auswirkungen für Wirtschaft und Gesellschaft, ja im Gegenteil mit positiven Auswirkungen – ohne jede Begründung nicht akzeptiert wird. Im Gegenteil: Der Bundesrat zieht aus dem Eges-Bericht sogar gegenteilige Schlüsse. Es heisst ganz deutlich, dass sich ein Ausstieg «negativ auf die schweizerische Volkswirtschaft auswirken» würde und dass mit gesamtwirtschaftlichen Folgen zu rechnen sei, welche nach Auffassung des Bundesrates «nicht tragbar sind».

Man hätte erwarten dürfen, dass der Bundesrat begründet, weshalb er die zentrale Aussage des Eges-Berichtes bestreitet. Aber die Begründung bleibt er uns schuldig. Man bekommt den Eindruck, dass nicht sein kann, was nicht sein darf. Um bei Wilhelm Busch zu bleiben: Die Schlüsse des Bundesrates sind nicht «messerscharf». Ich meine sogar im Gegenteil, dass etwas gar tief in die Trickkiste gegriffen wird. Beispielsweise halte ich es nicht für akzeptabel, dass Sie das Szenarium «Sofortausstieg» bemühen, das ja überhaupt nicht zur Diskussion steht, und dass Sie aus diesem Szenarium «Sofortausstieg» auch Zitate bringen, wie z. B. «Kontingentierung», «Rationierung» und «Abschaltung». Das sind falsche Teufel, die Sie da an die Wand malen.

Inakzeptabel ist es auch, wenn gesagt wird, der Ausstieg vergrössere die Auslandabhängigkeit der Schweiz. Wir sind im Elektrizitätssektor so unabhängig wie kaum in einem anderen Sektor! Die Versorgungssicherheit von 95 Prozent ist unser Ziel, ich muss sagen: ein völlig absurdes Ziel. Das heisst nämlich nichts anderes, als dass in 19 von 20 Wintern ein Exportüberschuss resultieren soll. Momentan haben wir vielleicht 75 Prozent Versorgungssicherheit; das bedeutet immer noch, dass wir in drei von vier Wintern exportieren, ich betone: Wintern. Stellen Sie sich einmal vor, nur einige unserer Nachbarländer hätten ebenso überrissene Vorstellungen von ihrer Versorgungssicherheit. Europa würde im Strom schwimmen, was ein volkswirtschaftlicher Unsinn par excellence wäre. Kein anderes Land exportiert, gemessen am Inlandverbrauch, soviel wie die Schweiz. Es sind bei uns rund 20 Prozent. Frankreich exportiert, gemessen am Inlandverbrauch, etwa 11 Prozent. Uebrigens weiss man seit langem – und bei kurzem Nachdenken muss man das bestätigen –, dass die getrennten Rechnungen für Sommer und Winter ein Relikt aus der Zeit sind, als es für die Schweiz nur die Wasserkraft gab. Heute ist diese getrennte Rechnung nur noch gut für das Gejammer über die Auslandabhängigkeit.

Die grösste Schwäche der Botschaft, die ja die Ablehnung der Initiative durch den Bundesrat begründet, ist das Fehlen einer angemessenen politischen Beurteilung. Will der Bundesrat eigentlich im luftleeren Raum Energiepolitik machen? Der Bundesrat tut so, als ob wir die freie Wahl hätten, mit der Atomwirtschaft weiterzufahren oder aufzuhören. Diese freie Wahl haben wir nicht! Wo wollen Sie das nächste AKW bauen? Vielleicht in Gräben? Wie wollen Sie das durchsetzen?

Sie sagten einmal, Herr Bundesrat Ogi, Sie würden notfalls einer Region ein Endlager aufzwingen. Dies gilt vermutlich auch für das nächste AKW. Wer soll Ihnen dabei helfen? Vielleicht die Armee? Das kann ja nicht Ihr Ernst sein!

Ich glaube, wir sollten die Opposition gegen die Endlager, die nicht von Chaoten ausgeht und die sicher nicht von Moskau gesteuert wird, ernster nehmen. Selbst wenn die Initiativen nicht angenommen werden: Auch gegen eine Opposition von «nur» 40 Prozent der Bevölkerung lässt sich kein AKW mehr durchboxen. Das Volk spürt, dass es um die Gesundheit unserer Kinder und um die Bewohnbarkeit unseres Landes geht.

Die Sachzwänge wirtschaftlicher Art, die Zweifel an der Machbarkeit des Ausstiegs sind entlarvt als Phantom, spätestens seit dem Eges-Bericht. Der Ausstieg ist nicht nur möglich, er ist unausweichlich. Wer heute erkennt, dass der Ausstieg unausweichlich ist, und seine Energiepolitik danach einrichtet, der hat einen Vorteil. Für einmal werden ganz unbiblisch die Ersten nicht die Letzten sein.

Die Initiativen – insbesondere die Ausstiegs-Initiative – zeichnen den Weg vor, den wir zu gehen haben. Der Eges-Bericht hat die Gangbarkeit dieses Weges aufgezeigt. Die neue Energiepolitik wird nicht gratis sein. Aber die Atomwirtschaft ist es auch nicht. Hätten die Räte vor bald zehn Jahren die Rahmenbewilligung für Kaiseraugst nicht erteilt – wie ich das beantragt habe –, wir hätten Hunderte von Millionen Franken gespart. Die Rahmenbewilligung für Kaiseraugst zu erteilen war eine Dummheit! Schade um das schöne Geld, das Steuerzahler und Strombezüger dieses Landes bezahlen mussten und das wir zur Förderung von neuen Energietechnologien hätten verwenden können.

Die Atomenergie hat keine Zukunft, die Initiativen ermöglichen einen geordneten Rückzug aus der Sackgasse.

Ich bitte Sie im Namen der Minderheit, den Initiativen zuzustimmen.

**Danioth:** Im Gegensatz zu meiner Vorrednerin bin ich der Meinung, dass beide Initiativen abzulehnen sind, weil sie keinen Beitrag zur Lösung des Energieversorgungsproblems leisten und auch im Umweltschutz – nach Auffassung von Fachleuten – einen Rückschritt bewirken würden.

Ich habe eine neueste Meldung von der SBB-Front. Hier heisst es: neue Stromimportgesellschaft. Die Schweizerischen Bundesbahnen und vier Elektrizitätsgesellschaften haben zur Sicherung des künftigen Energiebedarfs am 1. März die Energiefinanzierungs-AG Enag in Schwyz gegründet. Zweck der Gesellschaft ist die Abwicklung und Finanzierung zweier neuer, langfristiger Strombezugsrechte mit der «Electricité de France», wie die Enag am Samstag mitteilte. 1,5 Milliarden Franken für eine notwendige Vorauszahlung will die Enag z. T. noch dieses Jahr am Kapitalmarkt aufnehmen. Das ist die Realität!

Was die Risiken anbetrifft, setzen wir uns doch wehrlos dem Ausland aus, wo wir keine wirksame Mitsprache besitzen. Man ist auch erstaunt, insbesondere anlässlich der Hearings – die Kommission hat Hearings durchgeführt, also nicht einfach das Ganze im Galopp abgehandelt! –, anlässlich der Aussprache mit den Vertretern der Initianten zu hören, wie gewisse Ökologen die Gefahren des mit der Verbrennung fossiler Stoffe verbundenen und beschleunigten Treibhauseffekts der Atmosphäre als geringer einschätzen als diejenigen der Kernenergie, auch einer Kernenergie, in der weitergeforscht würde.

Interessant ist auch die unterschiedliche bzw. widersprüchliche Beurteilung der Auswirkungen der Moratoriums-Initiative auf die Forschungstätigkeit. Nach der einen Auffassung bedeutet das befristete Moratorium nicht ein Moratorium für die Kernforschung, wenn auch die Annahme der Initiative einen Auftrag zur vermehrten Berücksichtigung der Alternativenenergien bedeuten würde. Nach anderer Auffassung hätte eine solche Forschung kaum mehr eine Berechtigung. Was gilt nun? Erstaunlich ist im weiteren, dass die Initianten auch damit argumentieren, die nukleare Entsorgung gemäss Projekt «Gewähr» sei politisch gescheitert, weil die Akzeptanz fehle. Offenbar ist hier der Wunsch der Vater des Gedankens.

Schon aus diesem Grunde muss mit den Regierungen der betroffenen Kantone erwartet werden, dass die Ermittlung der Endlagerstandorte streng nach fachlich-wissenschaftlichen Kriterien erfolgt und dass auch die Überprüfung des Endlagerkonzeptes selber mit seiner Philosophie der Irreversibilität jeglicher Deponie kein Tabu darstellt.

Wenn und solange Kontrollen unerlässlich sind, um das geringste Risiko auszuschliessen, ja auch um Misstrauen und Ängste in der betroffenen Bevölkerung abzubauen, müssen sie eben durchgeführt werden.

Die Urner Regierung hat schon früh auf solche Fragen hingewiesen, wie sie kürzlich übrigens auch vom Waadtländer Staatsrat vorgebracht worden sind. Das muss man gerade jetzt deutlich sagen, nachdem die HSK am Oberbauenstock Probebohrungen beantragt hat. Ausser Sachkenntnis ist auch psychologisches Geschick vonnöten.

**Huber:** Anlässlich der Behandlung beider Initiativen im Nationalrat ist von der Presse erwähnt worden, die Debatte hätte sich auf die Wiederholung alter energiepolitischer Sprüche oder auf das Drehen tibetanischer Gebetsmühlen der Energiepolitik beschränkt. Das ist im Kern richtig, und es wird in dieser Auseinandersetzung bei der Ideologisierung der Argumentation bleiben. Wir haben soeben von Frau Bühler diesbezüglich – meiner Meinung nach – ein gutes Beispiel gehört.

Ich möchte meinen, dass die Situation, die wir hier haben, nicht durch die Befürworter der Kernenergie zu verantworten ist. Ich lese in der «Bresche» vom Februar 1990, Seite 6 (man muss alles lesen, wenn es zur Bildung beiträgt, Herr Kollege Iten): «Die aktivistische Anti-AKW-Bewegung, die sich in der gesamtschweizerischen Konferenz für die Stilllegung der AKW zusammenfindet, fährt demgegenüber in ihrem Marathon gegen die Atomenergie fort, ohne sich durch die schlechten

Machtverhältnisse in diesem Land beirren zu lassen.» Ein prächtiges Zitat, das mich an das schöne Wort eines schwedischen Sozialisten erinnert, der darüber nachgedacht hat, man hätte jetzt eine Ideologie, man suche sich nur noch ein Volk dafür.

Es wäre mutig und richtig gewesen, die unmögliche Moratoriums-Initiative zurückzuziehen, als man Kaiseraugst erledigt hatte. Denn dafür war die Initiative gedacht. Aber auch diese Blockierung des energiepolitischen Handelns will man aufrecht halten. Es wäre richtig gewesen, die im gesamten ökologischen, energiepolitischen, wirtschaftlichen Umfeld unsinnige Ausstiegs-Initiative angesichts der CO<sub>2</sub>-Entwicklung in der Schublade verschwinden zu lassen.

Wer sich an diese Ausstiegs-Initiative klammert, der verwechselt Sparpotentiale mit Sparwirklichkeit. Er fördert im Prinzip die vermehrte Verwendung fossiler Brennstoffe, er fördert damit aber auch die akuteste und grösste ökologische Gefahr.

Es wäre richtig anzuerkennen, dass wir diesen Winter unsere Elektrizitätsversorgung nur dank der Kernkraftwerke im In- und Ausland aufrechterhalten konnten, mithin die ständig verteuerte Energiewirtschaft ihren Versorgungsauftrag nur mit Hilfe französischen Atomstroms erfüllen konnte.

Im Reiche Mitterrands betreibt man 55 Atomkraftwerke, bei Gorbatschow sind es 58, und weitere kommen hinzu. Ich frage mich, wo da die Geschlossenheit der «Internationale» bleibt, wenn ich Frau Bühler höre.

Wir haben gehört, das Kultbuch der Aussteiger aus der Kernenergie, der Eges-Bericht, sei vom Bundesrat nach Ausführungen von Frau Bühler nicht richtig gewürdigt worden. Dieser Bericht einer dezimierten Gruppe, der gute Leute unter Protest davongelaufen sind, wird heute verwendet, um einen Slogan zu dokumentieren, der lautet: «Der Ausstieg ist möglich, man muss ihn nur wollen.»

Ich meine dazu zusammenfassend: Der Ausstieg ist wirtschaftlich unverantwortlich, ökologisch fragwürdig, staatspolitisch falsch. In den letzten Tagen sind – bemerkenswert gesteuert – neue Nachrichten über die Nachteile der Kernenergie auf den Tisch gekommen, und wir haben einige Münsterchen davon gehört, mit denen ich mich gerne auseinandersetzen will.

Das CO<sub>2</sub>-Argument der Kernenergie oder der «Atomlobby» – wie das gängig heisst – sei widerlegt. Man sagt, dass die Produktion aus dem Kernkraftwerk wohl CO<sub>2</sub> vermeide, aber die Herstellung der Anlage und der Brennelemente enorme fossile Energiemengen benötige. Nach meinen Informationen kann man sagen: Bei gleicher Elektrizitätsproduktion verursachen KKW höchstens einen Zehntel soviel CO<sub>2</sub> wie fossile Kraftwerke, selbst wenn alle energetischen Vorleistungen zum Bau und Betrieb der KKW, einschliesslich der Brennstoffbeschaffung, aus fossilen Quellen stammen.

Ich muss Ihnen gestehen, dass auch mich die Nachrichten über die Leukämierate der Kinder von Sellafield aufgeschreckt haben, und ich war als Gesundheitspolitiker sensibilisiert, mich damit auseinanderzusetzen und einmal als Vorbedingung die Nachrichtenlage zu prüfen. Sie haben das – wenn ich Sie richtig verstanden habe, Frau Bühler – als Faktum hingestellt. Ich muss Ihnen sagen, dass eine Studie durchgeführt wird, die einen Zeitraum von 36 Jahren umfasst und weit über 100 000 Leukämiefälle in Grossbritannien aufweist. Es wurde eine statistische Parallele festgestellt zwischen der beruflichen Strahlenbelastung der Väter und der Leukämierate der Kinder, und das bei 10 Fällen. 10 Fälle – beachten sie die Relation!

Das ist gewiss nicht etwas zu Vernachlässigendes. Aber diese statistische Studie ergab auch erhöhte Leukämieraten bei Kindern von Arbeitnehmern in der Eisen- und Stahlindustrie sowie – *horribile dictu* – der Landwirtschaft. Dem steht nach meinen Informationen die gesicherte Erkenntnis gegenüber, dass die Kinder der bedauernswerten Opfer von Hiroshima und Nagasaki keine erhöhte Leukämierate haben.

Es ist für mich klar, dass die wissenschaftlichen Abklärungen, die hier notwendig sind, mit aller Entschlossenheit weiterverfolgt werden müssen. Wenn es als fragwürdig bezeichnet wurde, dass der englische Betreiber von Sellafield unverzüglich die Strahlendosis herabgesetzt hat, so finde ich das eine richtige, eine zweckmässige und der Situation angemessene

Massnahme, die angeordnet wurde, um den Arbeitnehmer, allenfalls seine Nachkommen zu schützen.

Was über das Endlager der Nagra ausgeführt wurde, hat mich etwas betroffen gemacht, wenn man weiss, Frau Bühler, was in Siblings – ich nehme an, mit Ihrer gnädigen Mitwirkung – gespielt wurde. Ich finde es eine Zumutung, nachdem man die Sondierbohrungen über Jahre hinweg beeinträchtigt hat, den Vorwurf zu erheben, die Nagra sei nicht in der Lage, dieses Problem zu lösen. Und wenn Sie die Leute der HSK im gleichen Atemzug als befangen bezeichnen – Sie verlangen, dass atomkritische Experten beigezogen werden –, muss ich aus der Erfahrung, die wir im Aargau mit diesen Leuten gemacht haben, diese Unterstellung zurückweisen.

Sie hätten in Ihrem Katalog von Katastrophen – von Frau Thatcher bis nach Frankreich – vielleicht zwei oder drei andere Akzente (auch als Mitglied des Aktionskomitees für die Ausstiegs-Initiative) erwähnen dürfen. Sie hätten die Mehrheit der Bewohner von Würenlingen an der Gemeindeversammlung und in der Referendumsabstimmung über das Zwischenlager erwähnen dürfen; ein schlüssigeres Beispiel, kontrollierbar, unter unseren Augen vor sich gegangen. Und Sie hätten vielleicht darauf hinweisen dürfen, dass die Entsorgungskapazität in La Hague erweitert wird, dass diese Erweiterung – zusammen mit Sellafeld – Wackersdorf überflüssig gemacht hat und dass die Politik die entsprechenden Konsequenzen gezogen hat.

Ich stehe zur seinerzeitigen Gek-Konklusion «Sparen, Substituieren und Forschen». Ich stehe daher zum Energieartikel, und ich werde auch zum Energiesparbeschluss in der Fassung des Bundesrates stehen. Ich bin auch einer von denen, die es aus nächster Nähe verfolgt haben, wie die Forschungskapazitäten im PSI von einer – zugegeben – einseitig nuklearen auf eine ausgeglichene Basis zwischen der nichtnuklearen und der nuklearen Forschung umgestaltet wurden. Das sind eindeutige Zeichen, dass wissenschaftlich gearbeitet wird, dass geforscht wird, dass auf einer breiteren Ebene statt auf einer verengten gearbeitet wird.

Der Energieverbrauch, besonders der Elektrizitätsverbrauch, steigt trotz Sparanstrengungen. Ich weiss nicht, ob Ihnen die Studie der Schweizerischen Chemischen Industrie bekannt ist, die allein aus diesem Sektor mit über 100 konkreten Sparvorschlägen an die Öffentlichkeit getreten ist, zusammen mit dem Departement von Herrn Bundesrat Ogi. Und die Konsequenz – trotz dieses Sparens, trotz der Verbesserung der Effizienz auch von Anlagen – besteht in dem, was Herr Daniotti zitiert hat, nämlich in der Gründung der Enag, der Energiefinanzierungs AG, am 1. März 1990.

Ich will nicht satirisch und bössartig werden, aber ich möchte Sie nachdenklich stimmen, wenn ich Ihnen sage, dass unter den Gründern ebenso wie unter den Beteiligten in Leibstadt die SBB anzutreffen sind. Man kann dann das Hohelied der Förderung des öffentlichen Verkehrs bei nächster Gelegenheit wieder singen. Die Vorauszahlung, die der EDF in diesem Geschäft geleistet werden musste, belief sich auf satte 1,5 Milliarden Franken. Es wäre mir lieber gewesen, wenn diese guten Schweizerfranken in unseren Landen und für unsere Arbeitnehmer hätten aufgebracht werden können und nicht in fremde Taschen geflossen wären.

Die zunehmende Auslandabhängigkeit, eine technische Isolierung sind die Folge einer Politik, die mit beiden Initiativen – siehe Zitat – den Marathon weiterverfolgen will.

Ich bitte Sie, diesen Marathon zu Ende kommen zu lassen und die beiden Initiativen deutlich und klar abzulehnen.

**Rüesch:** Es ist üblich in diesem Hause, dass man seine Interessenbindungen bekanntgibt. Ich möchte Ihnen einfach mitteilen, dass ich ausgestiegen bin und keinem Verwaltungsrat der sogenannten «Elektrobarone» und «Atomlobby» mehr angehöre.

Frau Bühler, Sie haben in einem Punkt wirklich recht. Das Energieproblem ist eines der brennendsten Probleme unserer Zeit. Es ist in diesem Saal üblich geworden, solche Probleme nicht nur einfach helvetisch zu betrachten, sondern in den grösseren Rahmen mindestens der EG-Verträglichkeit zu stellen, lieber noch auf die Dritte Welt oder global, mondial zu be-

ziehen. Aber ausgerechnet jetzt, bei diesem grössten Zeitproblem, votieren Sie als Befürworterin des Ausstiegs in einer eigentümlichen Igelmentalität, als ob es nur die Schweiz gäbe und nur die schönen Eges-Berichte.

Wenn wir das Energieproblem diskutieren, müssen wir es weltweit betrachten. Wir haben heute fünf Milliarden Menschen auf dieser Welt. Täglich kommen 280 000 dazu. Es werden um die Jahrtausendwende sechs Milliarden sein, also schon in zehn Jahren. Mitte des nächsten Jahrhunderts sollen es zwölf Milliarden sein. 93 Prozent des Wachstums dieser Weltbevölkerung entfallen auf die Dritte Welt. Die Befürworter des Ausstiegs sind doch alle auch der Auffassung, dass wir den Lebensstandard der Dritten Welt heben sollen. Wenn wir ihn heben wollen, dann müssen wir dieser Dritten Welt mehr Energie geben, auch hochwertige Energie, und das ist die Elektrizität.

Die Internationale Energieagentur rechnet bis zum Jahre 2005 mit einer Energiezunahme für die Welt von 50 Prozent. Woher wollen Sie diese Energie nehmen? Die Weltenergiekonferenz in Toronto und Montreal letztes Jahr hat in allen Sprachen der Welt klargemacht, dass es über die fossilen Brennstoffe nicht gehen kann, dass die zivilisierte Welt möglichst Einsparungen in den fossilen Brennstoffen vornehmen muss, allenfalls zugunsten der Dritten Welt, und sich auf moderne Energien konzentrieren soll.

Unter anderem gehört die Atomenergie dazu. Alternativenergien in Ehren, Forschung in Ehren, Sonnenenergie in Ehren, Professor Suter von der ETH stellt jedoch zu Recht fest, dass es noch ein halbes Jahrhundert braucht, bis weltweit diese Alternativenergien zum Tragen kommen. Im nächsten halben Jahrhundert wird die Kernenergie entscheidend sein. Heute haben wir auf der ganzen Welt weit über 400 Werke in Betrieb. Letztes Jahr allein sind 15 neue dazu gekommen. Die Welt denkt anders als die schweizerischen Aussteiger.

Herr Hunziker hat von den amerikanischen Forschern und ihrer Eingabe an Präsident Bush gesprochen. Darunter hat es verschiedene, die noch vor kurzem militante Gegner der Atomenergie waren. Sie wurden belehrt, gerade durch die Ergebnisse der Konferenz von Toronto und Montreal.

Wenn Sie die Eges-Berichte in Schweinsleder gebunden haben, Frau Bühler, dann denken Sie auch noch daran, was Professor Giovannini, ein bekannter Gegner der Atomenergie und Eges-Experte, in einem Artikel kürzlich geschrieben hat: «Wahrscheinlich wäre es nötig, die Option Kernenergie mit den strengsten von der Eges vorgeschlagenen Energiesparprogrammen und einer sehr entschiedenen Förderung der erneuerbaren Energien zu kombinieren.»

Die Kernenergie ist also dabei. Es geht jetzt darum, die Option offenzuhalten. Es geht nicht darum, Graben zu bauen. Wenn Sie die Option aber nicht offenhalten, dann werden Sie Ihrem Eges-Freund also auch nicht gerecht.

Frau Bühler, Sie haben die Gefahren der Kernenergie in allen Farben geschildert und Blitz und Donner auf die Häupter des Bundesrates und auf uns herabbeschworen. Aber, Frau Bühler, eine Kasko-Gesellschaft gibt es nicht. Restrisiken existieren immer. Während Sie die Restrisiken der Atomenergie – und sie hat Risiken – in allen Farben schildern, verniedlichen Sie die CO<sub>2</sub>-Bildung in unserer Atmosphäre. Sie sprechen von unvorstellbar langen Zeiträumen, die es braucht, bis die Halbwertszeit des radioaktiven Abfalls erreicht ist. Aber in bezug auf die CO<sub>2</sub>-Bildung ist die Katastrophe bereits in vorstellbaren Zeiträumen zu sehen.

Ich habe hier einen Bericht von Greenpeace, einer Organisation, die Ihnen sicher nicht sehr ferne steht. Dort wird darauf hingewiesen, dass wir bereits eine Erhöhung der Temperatur im Durchschnitt um ein halbes Grad haben. Diese ist seit Beginn der Industrialisierung entstanden. Die Berichterstatter rechnen damit, dass man bis im Jahre 2050 eine Erhöhung von 2,7 Grad erreichen könnte. Gut, das ist eine etwas zu genaue Rechnung, sagen wir darum zwischen zwei und drei Grad. Aber das wäre bereits etwa die Differenz, die wir heute im Vergleich zur Eiszeit haben. Das gäbe in absehbarer Zeit eine katastrophale Klimaveränderung, nicht in jenen langen Zeiten, die Sie hier erwähnt haben. Es ist einfach Vogel-

Strauss-Politik, wenn man das nicht einsehen will. Hier liegen die Gefahren, die vorerst einmal zu bewältigen sind.

Es ist nicht nur Vogel-Strauss-Politik, es ist auch Pontius-Pilatus-Politik, wenn wir die Franzosen Atomstrom produzieren lassen und unsere Hände in Unschuld waschen. Es ist auch Trittbrettfahrer-Mentalität, wenn die anderen uns liefern sollen und wir dann die entsprechenden Sorgen im politischen Raum nicht haben.

Entscheidend ist, dass die Risiken minimiert werden. Auf diesem Gebiet sind gewaltige Fortschritte erzielt worden, z. B. mit neuen Kernreaktoren mit sogenanntem passivem Sicherheitsrisiko. Es muss nicht überall so fahrlässig gearbeitet werden wie in Tschernobyl. Es ist nur schade, dass Ihre Demonstration damals am falschen Ort stattgefunden hat. Wäre sie nicht auf dem Bundesplatz gewesen, sondern vor der russischen Botschaft, so hätte ich auch teilgenommen.

Sehen wir doch endlich einmal klar, dass es so nicht weitergeht, dass wir global denken müssen, nicht nur national. Denken Sie auch daran im Hinblick auf die morgige Debatte in bezug auf die Europafrage in unserem Lande. Es gibt bereits Firmen, die heute Produktionsstätten ins Ausland verlegen wollen, weil sie unserer Energieversorgung nicht mehr trauen. Diese Gefahr ist vielleicht grösser als die wirtschaftliche Konkurrenz, die man befürchtet. Daran ist zu denken. Eine atomlose Schweiz ist nicht sorgenlos, vielleicht würden viele von uns arbeits- und stellenlos. In bezug auf die Sicherheit wären wir einfluss- und dann vielleicht chancenlos. Darum sind die beiden Initiativen abzulehnen.

**M. Béguin:** La prospérité des pays industrialisés et le confort qu'elle a permis ont engendré une manière de dépendance vis-à-vis de l'énergie, dont la progression ne pourrait être enrayée qu'au prix d'un sevrage sévère.

Il faut bien se rendre à l'évidence qu'une telle médecine briserait la spirale du développement. Croître ou régresser, tels sont les termes d'un choix qui, en vérité, n'en est pas un. Nous sommes condamnés, autant par notre élan vital nécessairement conquérant que par nos appétits matériels, à cette croissance qui s'impose à nous comme une fatalité. Les pays pauvres n'ayant point d'autre projet économique que le nôtre pour espérer s'arracher à la misère sont entrés, ou entreront tôt ou tard, dans cette logique.

L'énergie sera donc le grand défi du prochain millénaire pour une population mondiale qui passera dans quelques décades le cap des 10 milliards. Nous savons maintenant, et cela a été rappelé, que les combustibles fossiles, qui ne sont pas inépuisables, libèrent dans l'atmosphère des poisons qui mettent en danger la vie terrestre. Les possibilités hydrauliques ont été largement exploitées. Les énergies alternatives, vers lesquelles il faudra bien concentrer nos efforts, sont à l'heure actuelle marginales et expérimentales.

Alors, l'énergie nucléaire de fission, dont Haroun Tazieff nous assure qu'elle est la plus propre, représente pour nous, à première vue, la solution raisonnable. A court terme, sans doute, apparaît-elle comme un moyen commode de répondre à nos besoins, dans cette apparente sécurité de laboratoire où des gens compétents et consciencieux surveillent en blouse blanche la réaction en chaîne parfaitement maîtrisée. Nous voulons bien croire que nos centrales sont sûres. En l'état actuel de nos informations, le danger qu'elles représentent est minime, donc acceptable.

Il s'agit là toutefois d'une vérité relative et peut-être provisoire, et ce constat ne doit pas nous cacher une autre réalité: la science n'a pas encore trouvé les moyens de gérer les déchets radioactifs. La solution transitoire du stockage ne satisfait personne. Un petit nombre s'y résigne, mais un grand nombre, alerté par l'instinct, en rejette l'idée. A peine la CEDRA fore-t-elle un trou quelque part, à la recherche des couches géologiques idoines, que les populations concernées manifestent une vive opposition. Que leurs craintes soient fondées ou non, que cette opposition recèle autant d'hypocrisie que d'ambiguïté n'a pas une importance déterminante. Le fait est que le stockage apparaît comme une solution qui ne pourra pas se réaliser politiquement, d'autant plus que certains savants apportent maintenant leur caution scientifique aux pro-

testataires. Les experts – et on le voit dans le message du Conseil fédéral – se disputent comme autrefois les théologiens: le nucléaire est-il un péché contre l'humanité?

Peut-on, dans ces conditions, et après la piteuse capitulation de Kaiseraugst, ourdir sournoisement d'ailleurs dans les couloirs de ce Palais, imaginer que l'énergie atomique a beaucoup d'avenir? Comme on l'a dit, nous sommes entrés dans un moratoire de fait, mais le climat de guerre de religions qui prévaut en la matière n'est pas propice à la réflexion et à la recherche de solutions, tant pour l'élimination des déchets que pour la promotion d'autres types d'énergie. Un moratoire constitutionnel consacrerait une trêve qui, sans nous priver de l'apport indispensable des centrales existantes, nous contraindrait cependant à ne pas céder à la facilité intellectuelle de penser nucléaire. Une trêve supportable, sans doute exigeante – mais est-ce un mal? – qui nous inciterait à nous interroger, non seulement sur les intérêts de notre société industrielle, mais sur son sens. La recherche du sens apparaîtra bientôt comme plus importante que la volonté de préserver à tout prix des avantages matériels.

C'est la raison pour laquelle je voterai pour l'initiative dite du moratoire, qui est une proposition modérée et réaliste. En revanche, je m'opposerai à la seconde dont les exigences drastringues porteraient un coup très grave et peut-être fatal à notre économie.

**Onken:** Wenigstens findet jetzt hier im Plenum noch eine echte Debatte statt. In der Kommission haben wir das Geschäft in zweieinhalb Stunden, inklusive Anhörung, über die Bühne gebracht. Zeit für eine echte Auseinandersetzung gab es eigentlich nicht.

Ich frage mich allerdings, ob das, was wir jetzt hier an Argumenten austauschen, eine echte Auseinandersetzung ist. Wenn Herr Huber das engagierte Votum von Frau Bühler aufgreift – um nicht zu sagen angreift –, so muss ich sagen, dass seine markigen Worte auch alle Kriterien eines ideologischen Votums erfüllt haben. Dabei hätte doch eigentlich der Verzicht auf Kaiseraugst – so hiess es damals wenigstens – eine Deblockierung der festgefahrenen Energiediskussion bringen sollen. Ich habe nie so recht daran geglaubt, und wir sehen jetzt, dass es nicht so war. Es sind die alten, versteinerten Fronten, die wir immer noch haben. Die Gräben der Kontrahenten sind – so scheint mir – tiefer denn je, und der Handlungsspielraum, der zur Verfügung steht, ist enger denn je. Wir treten letztlich an Ort, denn auch mit dem Energieartikel und dem Energienutzungsbeschluss, die beide viel zu schwach instrumentiert sind, werden wir keine zukunftsweisende Lösung aufzeigen können. Das sind keine Vorlagen, die eine zukunftsgerichtete neue Energiepolitik begründen könnten. Vielleicht können wir sie mit grosser Anstrengung knapp mehrheitsfähig machen; sie sind jedoch viel zu wenig entschieden, viel zu wenig mutig, um unser Problem zu lösen.

Dieses Problem besteht doch darin, dass eigentlich nichts mehr geht, dass nach wie vor alles blockiert ist, dass uns offensichtlich – was natürlich von vielen absolut willig hingenommen wird – nichts anderes bleibt als dieser lähmende Zustand, den wir heute haben.

Verbaut ist der Atompfad! Da kann man die Option Kernenergie verbal und schriftlich noch so lauthals offenhalten wollen. Sagen Sie mir bitte, wie dieser Atompfad in der Schweiz noch beschritten werden soll. Frau Bühler hat es bereits gesagt: Wo soll – nach dem Verzicht auf Kaiseraugst – in unserem Land ein weiteres Atomkraftwerk gebaut werden, wo und zu welchem staatspolitischen Preis, einem Preis, den wahrscheinlich niemand hier in diesem Rat bezahlen möchte? Selbst die Entsorgung bereitet uns grösste Schwierigkeiten – woher diese kommen, ist aus unterschiedlicher Sicht beleuchtet worden –, doch der Widerstand ist eine Realität, die wir zur Kenntnis nehmen müssen.

Herr Danioth hat heute in milder, zurückhaltender Form den Standpunkt der Urner Regierung dargelegt. Wenn ich zwischen den Zeilen lese und zu interpretieren versuche, spüre ich auch da den Widerstand der Urner Bevölkerung gegen ein Endlager, das ihr allenfalls aufgezwungen werden soll. Das Moratorium ist also an sich ein Faktum, eine Realität. Wer die-

ser Moratoriums-Initiative zustimmt, akzeptiert eigentlich nur das, was in unserem Land bereits energiepolitische Wirklichkeit ist.

Verbaut ist aber auch der Ausstieg; zumindest scheint er verbaut zu sein. Aussteigen hiesse ja konsequentes Energiesparen, hiesse rationelle erfinderische Energienutzung, hiesse die Bündelung aller politischen und wirtschaftlichen Anstrengungen, um das grosse Sparpotential auszuschöpfen, das nachgewiesenermassen vorhanden ist, auch wenn Herr Huber den Eges-Bericht als das «Kultbuch der Aussteiger» diffamiert. Aber genau dieses Sparen geschieht nicht. Es wird nicht – trotz einiger punktueller und lobenswerter Ansätze – mit allem Nachdruck gespart, substituiert, alternativ geforscht und die Energienutzung optimiert.

Die Sparanstrengungen ertrinken förmlich in den Importen an billiger Energie. Sie gehen im Ueberfluss an schranken- und bedenkenlos importierter Energie aus dem Ausland unter. Auslandsabhängigkeit – was soll's! Das Geschäft floriert, deshalb macht man es. Damit sind natürlich die weiteren Steigerungsraten, ist letztlich auch die weitere Verschwendung von Energie vorprogrammiert. Sie kennen das Sprichwort – ich habe es schon einmal zitiert –, dass es noch keinem wohlhabenden Vater gelungen ist, seine Kinder in Armut zu erziehen. Genau das ist unser Problem. Wir haben einen Ueberfluss an Energie, sogar an billiger Energie, da nehmen sich natürlich die Sparappelle, vor allem wenn sie sich nur einseitig an die Konsumenten richten und die Produzenten nicht auch miteinbeziehen, geradezu Don-Quichottehaft aus: rührend, aber letztlich aussichtslos. Und derweilen kann Herr Leutwyler vor der nationalrätlichen Kommission, die dieses Geschäft vorberaten hat, erklären, dass der Energieverbrauch stärker ansteigen werde als das Wirtschaftswachstum, stärker also als das Bruttosozialprodukt. Deshalb wird weiterhin der bequeme Weg des geringsten Widerstandes gegangen, des billigen Stromimports aus Frankreich mit der gleichzeitig wachsenden Auslandsabhängigkeit. Ein meines Erachtens verhängnisvoller Weg, von dem ich mich frage, wer ihn eigentlich verantwortet, wer einmal dafür geradestehen wird, dass unsere nationale Energiepolitik auf diese Art und Weise einfach unterlaufen wird.

Die Frage stellen heisst, sie beantworten. Meine Antwort, lieber Kollege Huber, ist natürlich eine andere als Ihre. Meine Antwort ist die, dass das die gleichen Mehrheiten zu verantworten haben, die auf Kaiseraugst verzichten, aber nichts an die Stelle von Kaiseraugst setzen, die einen Energieartikel bekämpfen, bis er zu einem schwächlichen Instrument wird, die auf die Tarifierung verzichten, die jetzt auch einen Energienutzungsbeschluss torpedieren – ich habe gerne zur Kenntnis genommen, dass Sie nicht dazu gehören wollen, aber andere wetzen ja bereits die Messer –, die alle diese Entscheidungen beim Energieartikel zu verantworten haben, beispielsweise auch den abgelehnten Antrag, den ich eingebracht hatte, dass der Bund auch beim Import Grundsätze aufstellen können soll. Die gleichen Mehrheiten haben letztlich auch für diese unselige Entwicklung, die wir jetzt haben, geradezustehen.

Die Kernenergie ist wirklich nicht die Energiequelle der Zukunft. Diejenigen, die an ihr festhalten wollen – sei es nun gutgläubig, sei es teilweise wider besseres Wissen –, setzen meines Erachtens auf das falsche Pferd. Diese Energiegewinnung wird überwunden werden, davon bin ich fest überzeugt. Früher oder später, spätestens aber beim nächsten Unglück, wird sie überwunden werden. Da frage ich mich, ob es nicht besser wäre, beizeiten, ohne Druck, durch eine freiwillige Zielsetzung, die wir in einem demokratischen Entscheid bestimmen, einen anderen Weg zu beschreiten, den Weg, den die Ausstiegs-Initiative vorschlägt. Ein Weg, der übrigens erst in 25, 30 Jahren zum Abschluss kommen wird.

Es ist ja nicht so, dass von einem Tag auf den andern, wie hier immer wieder unterschwellig suggeriert wurde, die AKW abgeschaltet werden – es ist ein sukzessiver, sanfter Ausstieg. Wenn Herr Rüesch sagt, für das nächste halbe Jahrhundert – das ist übrigens nicht so viel, es sind nur 50 Jahre – sei die Kernenergie die dominierende Energie, so mag er teilweise sogar recht haben. Doch wie gesagt, bis ins Jahr 2025

oder 2030 würde es ja ohnehin dauern, bis tatsächlich das letzte AKW in der Schweiz abgestellt werden könnte.

Es gibt sicher viele Beweggründe, diesen Initiativen zuzustimmen, und die Gefolgschaft wird sehr heterogen sein. Frau Bühler hat Ihnen eine Reihe von Argumenten aufgezählt. Ich habe eigentlich andere. Mein Grund ist auch nicht so sehr die Angst, ganz im Gegenteil. Mein Grund ist die Zuversicht, die ich habe, die Gewissheit geradezu, dass unser Land und unsere Wirtschaft hier eine Chance nutzen könnten.

Denn Ausstieg hiesse nach den Vorstellungen der Initianten ja Einstieg in ein nationales Projekt für die technische Innovation im Energiebereich, sowohl bei der sparsameren und rationellen Anwendung als auch bei den alternativen, ideenreichen Möglichkeiten der Energiegewinnung. Es hiesse Einstieg in ein technisch-wirtschaftliches Projekt, das der Kreativität unserer Wissenschaft und Forschung und dem Pioniergeist der schweizerischen Wirtschaft durchaus angemessen wäre und von dem ich überzeugt bin, dass es uns vielleicht nicht kurzfristig, aber sicher mittel- und längerfristig entscheidene Wettbewerbsvorteile verschaffen könnte.

Ein solcher Plan – es müsste ein von einem breiten Konsens getragener Plan sein; wir können ihn meinetwegen, wenn er ihn sich zu eigen macht, sogar den «Ogi-Plan» nennen – hätte natürlich seinen Preis. Das ist ganz unbestritten. Aber auch das Verbot der 40-Tonnen-Lastwagen in der Schweiz hat seinen Preis, einen hohen Preis, den wir zu bezahlen bereit sind. Warum also nicht allenfalls auch bei diesem Weg des Ausstiegs aus der Kernenergie? Der Preis würde heissen, dass die konventionelle Energie verteuert werden müsste. Das ist meines Erachtens ganz klar. Sie würde sich verteuern. Sie würde auch verteuert werden müssen, beispielsweise durch eine Energieabgabe. Das kostet, aber schenkt auch die Möglichkeit der Investitionen, und es würde uns auf diesen Kurs bringen. Es würde Prozess- und Produktinnovationen in der Wirtschaft fördern, die weltweit einen grossen Markt haben. Und es würde uns vor allem auch einen Vorsprung verschaffen beim Umstieg auf eine ökologische Wirtschaft, eine noch stärker ökologisch ausgerichtete Wirtschaft, als sie es heute ist. Ein Umstieg übrigens, um den kein Industrieland auf Dauer herumkommen wird. Nur die, die sich früher auf den Weg machen – Frau Bühler hat es bereits gesagt –, werden diesmal nicht die Letzten, sondern tatsächlich die Ersten sein.

Sie sehen also: Ich argumentiere nicht ausschliesslich mit den grünen Argumenten, so wichtig diese auch für mich sind. Ich argumentiere im Grunde genommen wirtschaftspolitisch: Ich glaube, dass wir uns global in einem Strukturwandel Richtung «Oeko-High-Tech» – wenn wir das so nennen wollen – befinden und dass dabei die Schweiz eine ganz besondere Chance hat, und zwar eine wirtschaftliche Chance, die auch mit marktwirtschaftlichen Mitteln erreicht werden kann. Nicht mit einem riesigen Beamtenheer, sondern mit marktwirtschaftlichen Mitteln – selbst eine Lenkungsabgabe wäre zum Beispiel ein marktwirtschaftliches Instrument –, nicht mit quantitativen Mitteln, nicht mit einem Mehr an Kernkraftwerken, sondern mit sanften ökologischen Techniken, mit der Umstellung auf erneuerbare Energien und mit einer rationellen Energieverwendung.

Ich würde mir sehr wünschen, dass es mir mit dieser Zuversicht, die ich in mir trage und die auch begründet ist, die vielfach belegt ist, gelänge, Sie ein wenig anzustecken. Aber wir können uns wahrscheinlich gegenseitig unsere Überzeugungen nicht nehmen.

Ich jedenfalls werde diesen beiden Initiativen aus innerer Überzeugung zustimmen.

**Meier Hans:** Eigentlich wollte ich auf das Wort verzichten. Aber nachdem Herr Onken die bereits von Frau Bühler erhobenen Vorwürfe an die Adresse der Kommission erneuert, fühle ich mich doch verpflichtet, etwas zu sagen.

Ich gestehe Herrn Onken zu: Er hat diese langfädigen Debatten im Laufe der letzten Jahre im Zusammenhang mit der Kernenergie nicht mitgemacht. Aber für Frau Bühler erlaube ich mir, aus dem «Amtlichen Bulletin» vom 18. Juni 1985 eine Passage aus dem Votum unseres geschätzten Kollegen Julius Binder zu zitieren: «Es macht wenig Sinn, heute eine sehr aus-

gedehnte weitere Kaiseraugst-Debatte zu führen. Wir haben diese Debatte während vieler Jahre geführt; aber wir Aargauer sind jetzt durch die Vorredner herausgefordert worden. Beide Ständesvertreter von Basel-Stadt und Basel-Landschaft haben das Wort ergriffen, dann natürlich auch Frau Bühler und Frau Bauer.» Und ich muss sagen: In der Kommission haben wir von Frau Bühler das gehört, was wir schon früher in Kommissionen und hier im Rat vernommen haben. Glauben Sie, dass es einen Wert hat, längst bekannte Standpunkte wiederzukäuen, lediglich um zu sagen, wir hätten vier oder fünf Stunden diskutiert? Ich glaube, aus dieser Tatsache kann man der Kommission keinen Vorwurf machen. Und ich finde auch den Vorwurf an die Nagra hinsichtlich Entsorgung deplaziert, wenn man feststellen muss, dass zwei schweizerische Parteipräsidenten Leute ermuntern, die sich dagegen stellen, dass Sondierbohrungen vorgenommen werden können. Dann ist eine Reklamation an die Adresse jener, die verantwortlich sind, fehl am Platz.

Ich habe einfach den Eindruck, nachdem man den Teufel von möglichen Katastrophen an die Wand malt, dass man das Schweizervolk in falscher Sicherheit wiegt, dass man unserer Bevölkerung Sand in die Augen streut. Wenn in Fessenheim etwas passiert, ist Basel unter Umständen genauso bedroht, wie wenn man Kaiseraugst gebaut hätte. Wir wissen ja, dass vor allem unsere schweizerischen Werke, die wir auch durch unsere Kontrollorgane überwachen, am sichersten sind. Man sollte doch endlich aufhören, hier in diesem Sinne Angst zu verbreiten.

Ich möchte auch einmal daran erinnern – ich habe es bereits in der Kommission gesagt –: Es gab einmal einen Streit im Schweizervolk und eine Abstimmung über die Verwirklichung des Flusskraftwerkes Rheinau. Und was schrieben damals die Landschaftsschützer und ähnliche Kreise? Es sei Wahnsinn, diese herrliche Flusslandschaft zu verschandeln. In wenigen Jahren hätten wir die Atomenergie, die umweltfreundlichste Energie, die es gebe, und es sei absolut unnötig, dass man Rheinau baue. In einem gewissen Sinne kommen nun ähnliche Einwände hinsichtlich der Kernenergie.

Nachdem Herr Onken vorhin von einem «Ogi-Plan» gesprochen hat, möchte ich ihm einen «Onken-Plan» vorschlagen. Dieser würde das beinhalten, was in den USA erfolgt ist – die Herren Hunziker und Rüesch haben darauf hingewiesen –: Dass sich Wissenschaftler und andere Kreise, die bisher die Kernenergie vehement bekämpft haben, nun anders einstellen und für sichere Kernenergieprogramme sind, weil sie sehen, dass das Klimaproblem sonst nicht bewältigt werden kann.

Das wäre ein Plan, der einen Schritt vorwärts bedeutete.

**Schmid:** Sie entschuldigen, dass ich das Wort ergreife. Ich gehöre nicht zur Kommission. Ich bin kein Energiespezialist.

Mit Bezug auf die Volksinitiative für den Ausstieg aus der Atomenergie werde ich mit der Mehrheit stimmen, mit Bezug auf das Moratorium mit der Minderheit. Und das führt mich dazu, kurz das Wort zu ergreifen.

Ich sehe die heutige Debatte als einen Streit um des Kaisers Bart. Sie erinnern sich alle: Kaiseraugst ist nicht gebaut worden. Die Opposition in der Nordwestschweiz gegen dieses Kernkraftwerk war derart gross, dass die betroffene Industrie alles Interesse an diesem Werk aufgab und sogar das Kunststück fertigbrachte, das Parlament dazu zu bringen, das Projekt durch eidgenössische Subsidien abschreibungsreif zu machen und dann fallenzulassen.

Ich glaube nach diesem Vorkommnis nicht mehr daran, dass die Bevölkerung irgendeiner Region in der Schweiz anders reagieren würde als die Bevölkerung der Nordwestschweiz, wenn irgendwo ein Atomkraftwerk gebaut werden sollte. Ich glaube auch nicht daran, dass in diesem Falle irgend jemand der Bevölkerung der entsprechenden Region ein AKW aufzwingen würde.

Der Widerstand gegen die Atomkraftwerke – da muss ich leider meinem Freund Huber widersprechen – ist keine Frage des politischen Standortes, sondern eine ausschliessliche Frage der räumlichen Nähe zum entsprechenden Werk.

Sie werden – auch wenn Sie Mehrheiten im Volk finden für die Ablehnung der einen oder der anderen Initiative – damit keinen Sieg errungen haben, denn die Diskussion mit Argumenten, die wir heute abend gepflegt haben, können Sie im Volk pflegen, wenn es um die generelle Fragestellung geht: Wollen Sie ein Moratorium, wollen Sie den Ausstieg? Aber diese Argumente hören auf, Gewicht zu haben in dem Moment, in dem Sie in irgendeine Region gehen und ein Atomkraftwerk bauen wollen.

Ich habe es hier anders als Herr Onken: Da kommt die Angst. Denn die Atomenergie ist im Volk nach wie vor in extremer Art und Weise mit Angst belastet. Das haben wir gemerkt in Kaiseraugst. Und insoweit ist die Situation heute doch anders als früher. Das haben wir zur Kenntnis nehmen müssen. Ich glaube, wir sollten uns klar darüber werden, dass wir in absehbarer Zukunft schlechterdings kein Atomkraftwerk mehr bauen. Und damit wird der Widerstand gerade gegen die Moratoriums-Initiative zur leeren Manifestation. Ich sträube mich gegen solche leere Manifestationen, von denen heute schon jedermann weiss, dass sie Treuebekenntnisse sind zu Prinzipien, die von jenen, die diese Treuebekenntnisse verlangen, bedenkenlos über Bord geworfen worden sind, als es ihnen passte, und wieder über Bord geworfen werden, wenn es ihnen passen wird.

**M. Cavadini, rapporteur:** Tout a été dit et avec tant d'éloquence que nous ne reprendrons pas tous les éléments, mais nous aimerions simplement, sur le plan factuel, apporter quelques précisions.

Mme Bühler a fait le même reproche que M. Onken aux travaux de la commission. L'une a prétendu qu'ils n'avaient pas été intensifs et l'autre qu'ils n'avaient pas duré plus de deux heures et demie.

C'est vrai. Votre commission a travaillé efficacement, si ce n'est exhaustivement. Disons simplement que la séance d'aujourd'hui a permis à chacun d'éviter toutes les frustrations et que tous ont pu s'exprimer avec un grand luxe de détails. Car enfin, si la commission n'a pas siégé plus longtemps, c'est que, comme M. Béguin l'a relevé, nous sommes dans un domaine qui est dominé par la théologie où règnent l'anathème et l'excommunication. Dans ce cas-là, c'est le dogme qui prévaut, c'est la foi et non la raison.

Nous pouvons donc vous donner l'assurance que la commission a travaillé avec sérieux, mais avec la résignation des honnêtes gens, car elle savait parfaitement qu'aucun argument nouveau ne verrait le jour et que les positions étaient parfaitement claires.

Nous disons encore simplement à Mme Bühler qu'il n'est pas exact de prétendre que ses amendements n'ont fait l'objet que d'une proposition. En effet, deux feuilles distinctes ont été distribuées. Nous pourrions donc nous déterminer en toute clarté, dès que le conseiller fédéral aura donné la position du gouvernement sur les deux propositions.

**Bundesrat Ogi:** Es gibt tatsächlich wenige Themen, über die in der schweizerischen Politik schon so lange – und ich würde sagen: auch so heftig – gestritten worden ist. Zum vierten und fünften Mal werden Volksabstimmungen über die Kernenergie durchgeführt. Einmal mehr wird eine wichtige Energietechnik in Frage gestellt, und einmal mehr wurden die Positionen hier in diesem Rat hart verteidigt. Ein Konsens war nicht zu spüren. Wir diskutieren um 8 Prozent der schweizerischen Energieversorgung. Die übrigen 92 Prozent, die auch ihre Probleme stellen – das dürfen wir nicht vergessen –, sollten vielleicht auch etwas Erwähnung finden. Aber wir konzentrieren uns auf die Elektrizität und damit auf eine Schlüsselenergie.

Mehr als drei Fünftel des Elektrizitätsverbrauchs entfallen auf Industrie, Gewerbe, Landwirtschaft und auf Dienstleistungsbetriebe. Experimente mit der Stromversorgung sind deshalb – das muss ehrlich gesagt werden, Frau Bühler – mit Risiken verbunden.

Einbussen an Versorgungssicherheit würden auch die Wirtschaft gefährden. Die Sturmschäden der vergangenen Woche

auch an Elektrizitätsleitungen haben klar gezeigt, wie stark wir von einer intakten Elektrizitätsversorgung abhängig sind.

Der Stromverbrauch stieg bisher – von wenigen Ausnahmen abgesehen – Jahr für Jahr an. Letztes Jahr waren es 2,7 Prozent. Parallel dazu steigt die Abhängigkeit von Importen aus französischen Kernkraftwerken. Wir wollen das Produkt, aber wir sind nicht mehr bereit, die Produktion zu akzeptieren. Wir sind nicht mehr bereit, Nutzen und Lasten gemeinsam zu tragen. Als Vorsteher des sogenannten «Infrastrukturdepartementes» macht mir das grosse Sorgen.

Eine allfällige Annahme der Moratoriums- oder der Ausstiegs-Initiative würde das Problem, das ich jetzt angesprochen habe, nicht lösen, im Gegenteil. Mit einem Ausstieg können wir die Konsummentalität nicht verändern. Die Versorgungssicherheit würde in Frage gestellt. Ein Umstieg auf fossil-thermische Elektrizitätserzeugung wäre für den Umweltschutz, für den wir so viel investiert haben, ein schwerer Rückschritt.

Die Ausstiegs-Initiative will die Kernkraftwerke abstellen. Das Anliegen ist klar und eindeutig. Die Moratoriums-Initiative will eine zehnjährige Pause, in der kein Schritt in Richtung Erstellung neuer Kernkraftwerke gemacht werden darf. Ihre Tragweite ist schwieriger abzusehen als jene der Ausstiegs-Initiative. Aber im Kern der Sache und in der Stossrichtung ist die Moratoriums-Initiative gleich gerichtet wie die Ausstiegs-Initiative. Sie kommt einfach etwas zahmer daher, auf leiseren Sohlen.

Der Bundesrat lehnt in der heutigen Situation und in der heutigen Ausgangslage beide Initiativen ohne Gegenvorschlag ab. Dies aus ökonomischen und aus ökologischen Gründen.

Die Argumente, die für die Initiativen bisher aufgeführt wurden, sind nicht neu. Manchmal sind es Variationen zum gleichen Thema. Ich glaube, dass die Meinungen hier in diesem Saale gemacht sind.

Aber die Ausführungen von Frau Bühler und von Herrn Onken zwingen mich doch, einiges noch richtigzustellen.

Wenn ich Ihnen gut zugehört habe, Herr Onken, dann sprechen Sie davon, dass wir keinen Mut mehr haben. Und Sie tun so, als ob wir ein Energieversorgungsproblem hätten. Wir haben in der Schweiz kein Energieversorgungsproblem. Ich glaube, das müssen wir mit aller Klarheit sagen. Ich muss Ihnen ehrlich sagen, Ihr Mut würde uns möglicherweise sehr teuer zu stehen kommen.

Frau Bühler hat zum Ausdruck gebracht, wir würden alles, was passiert ist, nicht zur Kenntnis nehmen. Kaum zu überbietende Einseitigkeit, hat sie gesagt, und der Bundesrat verschliese sich all dem, was die Spatzen von den Dächern pfeifen. Frau Bühler, Sie haben auch von Ueberheblichkeit und sogar von Dummheit der Experten gesprochen.

Ich nehme Ihnen das ab, weil ich gespürt habe, dass Sie ehrlich argumentieren, aber das sind doch Aussagen, die ich für unsere Experten als ungerecht empfinde. Sie haben auch keine Signale für einen Schritt zur Ueberwindung des Glaubenskrieges – dieser versteinerten Front, um Herrn Onken zu erwähnen – oder eben der «guerre de religion» ausgesandt. Ich bedaure das sehr. Wir haben Verständnis für Ihre Ausführungen, aber wir dürften das gleiche auch von Ihnen erwarten. Zur Atomenergie ist folgendes zu sagen: Die Schweiz hat 5 AKW, die Franzosen haben 52 AKW, in Europa gibt es 242 AKW, und weltweit sind es 432 Kernkraftwerke. Wir alle leben, je nach Einstellung, mit einem besseren oder weniger guten Gefühl diesen Anlagen gegenüber. Aber wir können sie einfach nicht von heute auf morgen abstellen. Ich bin überzeugt, Herr Onken, dass wir Alternativen finden werden, aber noch sind Alternativen, die einen vollwertigen Ersatz bieten, nicht in Sicht. Ich bin überzeugt, dass wir punkto Sonnenenergie, Erdwärme, auch Windenergie, noch effizientere Lösungen finden werden.

Der zweite Weg wäre das Sparen. Hier wollen wir einen Energieartikel, wir wollen einen Energienutzungsbeschluss, und ich hoffe, dass das Volk uns hier folgen wird.

Der dritte Weg, den wir immer wieder vergessen, besteht darin, dass wir auch der Atomtechnologie noch einige Errungenschaften zubilligen dürfen. Ich glaube zum Beispiel an die Kernfusion. Vielleicht trennen uns davon noch Jahre, vielleicht auch nur noch Monate. Jedenfalls müssen wir die Option

Kernenergie aufrechterhalten, weil auch hier qualitatives Wachstum möglich ist. Der Bundesrat ist deshalb der Auffassung, dass heute die Risiken der Kernenergienutzung vertretbar sind.

Ich sage ganz klar, Frau Bühler und auch Herr Onken: Ein Restrisiko bleibt bestehen. Wir haben auch ein Restrisiko beim Zufahren. Aber heute kann man dieses Risiko, was unsere Werke anbetrifft, als vertretbar bezeichnen. Wir verlangen von den Kernkraftwerkbetreibern in der Schweiz, dass ein entsprechend hoher, ich würde sagen, sehr hoher Sicherheitsstandard erreicht und beibehalten wird. Wenn wir die Moratoriums-Initiative annehmen würden, würde diese Sicherheit für die jetzt in Betrieb stehenden Kraftwerke in Frage gestellt – niemand würde sich mehr für diese Richtung interessieren. Nach der Wasserkraft ist die Kernenergie die beste Technik zur Stromproduktion im grossen Massstab.

Auf internationaler Ebene wurden im Rahmen des Möglichen die Konsequenzen aus Tschernobyl gezogen. Für Sie, Frau Bühler, gehen sie zu wenig weit, aber ich möchte doch daran erinnern, dass internationale Abkommen die Warnung, die Alarmierung und die Hilfe nach Unfällen regeln. Gegen schwere Unfälle wurden zusätzliche Massnahmen beschleunigt getroffen. Auch das darf man nicht ganz vergessen.

Dann haben Sie, Frau Bühler, die «Electricité de France» angesprochen, die kürzlich die Sicherheit ihrer Kernkraftwerke überprüft hat. Wir haben uns sofort mit den französischen Behörden in Verbindung gesetzt, und ich habe am 12. Februar dieses Jahres meinem Kollegen, Energieminister Fauroux, geschrieben. Nach unseren ersten Informationen ergab die Untersuchung keine wesentlich neuen oder bisher unbekannten Tatsachen.

Ich habe am letzten Freitag vom Energieministerium in Paris einen ersten Bericht bekommen. Herr Fauroux ist in den Vereinigten Staaten, aber das Ministerium hat uns mitgeteilt, dass die «Electricité de France» eine neue Ueberprüfung vorgenommen hat. Der Bericht ist kein Geheimbericht, wie das fälschlicherweise behauptet wurde. Er zeigt auf, dass die «Electricité de France» die Sicherheitsfragen sehr ernst nimmt. Die Wahrscheinlichkeit eines schweren Unfalls ist gleich klein wie bei den KKW in anderen Industriestaaten, und die «Electricité de France» machte diesbezügliche Sicherheitsanalysen. Ein schwerer Unfall im Innern eines KKW bedeutet noch lange nicht, dass die Umgebung betroffen werden muss. Die Wahrscheinlichkeit, dass ein Unfall Auswirkungen auf die Gesundheit der Bevölkerung in der Umgebung hat, ist noch viel geringer. Der französische Nuklearkontrollrat weist ein hohes Sicherheitsniveau auf. Die französischen Behörden bieten eine Behandlung dieser Sicherheitsfragen in der französisch-schweizerischen Sicherheitskommission an, die wir geschaffen haben.

Sie haben auch Sellafield angesprochen, Frau Ständerätin Bühler. Kürzlich wurde eine Studie über Leukämiefälle bei Kindern publiziert. Die Väter der Kinder arbeiteten in der dortigen Wiederaufbereitungsanlage. Ein Zusammenhang zwischen der Bestrahlung der Väter in der Anlage und den Krebsfällen der Kinder scheint zu bestehen. Die Studie ist ernst zu nehmen, und wir nehmen sie sehr ernst. Deshalb tun Ihre Worte manchmal weh, die da so heraussprudeln, aber vielleicht das Fundament nicht ganz treffen. Wir sind daran, die Konsequenzen zu analysieren. Es kann sein, dass Konsequenzen auch im Strahlenschutz bei uns nötig sind. Aber weitere Studien müssen abgewartet werden. Die schweizerischen Behörden – das kann ich Ihnen versichern, Frau Ständerätin Bühler – verfolgen diese Diskussion aufmerksam.

Etwas muss ich auch sagen zur Entsorgung und Endlagerung: Sie haben einmal mehr gesagt, dass das Ganze ungelöst sei. Wir sind der Auffassung, dass die Nagra die verbleibenden Probleme lösen könnte, wenn sie nicht weiterhin behindert würde. Ein Endlager für kurzlebige radioaktive Abfälle in der Schweiz ist nun relativ dringlich. Wir sollten uns endlich durchringen und das tun, was Schweden und Finnland schon seit längerer Zeit tun. Radioaktive Abfälle produzieren wir eben auch, wir sind ein Industrieland, und Isotope aus Medizin, Industrie und Forschung müssen wir so oder so entsorgen.

Wir sollten uns hier an die Arbeit machen und diese Arbeit

nicht immer behindern. Die Beispiele, die ich erwähnt habe, zeigen, dass für schwach- und mittelradioaktive Abfälle die heutige Situation weniger ein technisches als ein politisches Problem darstellt. In Schweden wurde im Frühjahr 1988 ohne grosse politische Schwierigkeiten ein bergmännisch erstelltes Endlager in Betrieb genommen. Ich habe es besichtigt; es funktioniert. Finnland hat dieses Beispiel übernommen. In der Schweiz dagegen konnten nicht zuletzt – das muss hier einmal klar gesagt werden – aufgrund unserer föderalistischen Kompetenzordnung und konsequenter Ausnützung der Einsparungsmöglichkeiten noch nicht einmal die Vorarbeiten zur Standortwahl abgeschlossen werden. Das ist die Situation, die sich heute präsentiert.

Noch etwas zu den Elektrizitätsüberschüssen: Sie haben gesagt, die Kernenergie sei auch aus dieser Sicht unnötig. Es gibt immer wieder Winter wie den diesjährigen, wo Nettoimporte nötig sind: Wir hatten vom Oktober 1989 bis Januar 1990 einen Stromimportüberschuss von 1,7 Milliarden Kilowattstunden.

Der internationale Stromaustausch wird gerne missverstanden. Es geht um die Optimierung der Versorgung und um die Erhöhung der Versorgungssicherheit. Das kann zeitweilig beträchtliche Exporte von Spitzenenergie bedeuten. Langfristige Kapazitäts- und Netzengpässe sind in Europa aber programmiert. Sie sind gar nicht mehr auszuschliessen. Die Nachfrage wird weiter steigen, vor allem – denken Sie daran, Frau Bühler, meine Herren Ständeräte – wegen der Entwicklung in Osteuropa. Dortige Länder werden auch bald andere Energie beziehen wollen.

Zur Äusserung, die Kernenergie bringe keinen Beitrag zur Lösung des Klimaproblems: Es behauptet kaum jemand, jedenfalls nicht der Bundesrat, die Kernenergie sei die einzige Lösung. Ein Umstieg auf fossile Energien wäre aber ein schwerer Rückschritt – das muss aufgrund der heutigen Kenntnisse klar gesagt werden. Eine Erzeugung des heutigen Nuklearstromanteils durch Kohlekraftwerke wäre nicht zu akzeptieren. Das zeigt uns der Osten bereits. Das würde in der Schweiz eine Erhöhung des CO<sub>2</sub>-Ausstosses um 40 Prozent bedeuten. Auch das zwingt uns zum Nachdenken. Ein Umsteigen wäre deshalb folgenswer.

Nach unserer Auffassung – das geht auch aus den Eges-Berichten hervor, man muss sie nur lesen – wäre ein Ausstieg mit grossen wirtschaftlichen Risiken verbunden; das gleiche gilt bereits für die Moratoriums-Initiative. Beide Initiativen wären ein Sprung ins Ungewisse. Wir sollten am Vorabend der europäischen Integration einen Trumpf nicht aus der Hand geben.

Zum Schluss muss ich noch etwas zu den Eges-Berichten sagen: Die Eges-Szenarien wurden 1988 veröffentlicht. Es gab darüber eine breite Diskussion, Sie erinnern sich sicher noch. Der Bundesrat hat die Eges-Szenarien in der Botschaft zu beiden Initiativen behandelt – kurz; aber es war darüber schon genügend geschrieben worden. Sie konnten die Unterlagen jederzeit bei uns verlangen. Für den Bundesrat hat die Eges, trotz der unerfreulichen Nebengeräusche, den Zweck erfüllt. Der Bundesrat erläutert in seiner Botschaft, warum weder das Referenzszenario noch die Moratoriums- oder die Ausstiegsvarianten der Eges zu Leitbildern erhoben werden können. Was wir der Moratoriums- und Ausstiegs-Initiative entgegenstellen, kommt dem Referenzszenario mit verstärktem Sparen und Substituieren der Eges ziemlich nahe. Aber Sie dürfen, Frau Bühler, diese Ausführungen auch nicht missbrauchen, weder für Prognosen «so wird es sein», noch für Empfehlungen «so soll es sein». Es sind lediglich Leitplanken und Wegweiser, die sagen bloss: «so könnte es sein, falls ....». Wir müssen zur Kenntnis nehmen: Wenn wir Ihren Weg beschreiten würden, dann müssten wir, das steht auch in den Eges-Berichten, einen neuen Lebensstil einführen. Zu diesem Lebensstil sind wir, ist diese Konsumgesellschaft nicht bereit. Das müssen wir auch als realistisch empfinden. In diesem Eges-Bericht waren viele Fragen ungelöst oder zumindest umstritten. Sie müssen deshalb von meinem Departement weiterverfolgt werden. Wir haben den Eges-Bericht nicht schubladisiert, sondern wir arbeiten weiter. Anstatt das Feindbild Eges hochzuhalten, möchte ich Sie bitten, diesen Eges-Bericht zu lesen

und vor allem auch die warnenden Worte nicht geflissentlich zu übergehen. Wir würdigen alle Szenarien (auf S. 33 der Botschaft in Kurzform).

Wir teilen die Auffassung der Eges, dass die KKW geringere Gesundheitsrisiken haben als die fossilen Kraftwerke (S. 78 der Botschaft). Ueber die volkswirtschaftlichen Auswirkungen war sich die Eges uneinig.

Der Bundesrat hat sein gutes Recht festzustellen, dass sich die Wirtschaft nicht ohne grosse Reibungsverluste an die Ausstiegsszenarien anpassen könnte (S. 93 der Botschaft) usw.

Extremszenarien bringen uns nichts. Wir müssen ein Optimum anstreben, indem auch die Kernenergie einen Beitrag leistet. Das Leitbild des Bundesrates kommt dem Eges-Szenario «verstärktes Sparen und Substituieren» nahe, wobei die Kernenergieoption offenzuhalten ist. Diese Strategie ist auch ökologisch richtig.

Der Bundesrat will nicht einfach beide Initiativen ablehnen, sondern auch eine bewusste und wirkungsvolle Sparpolitik realisieren. Er will zwar nicht eine Sparpolitik, wie sie Herrn Onken vorschwebt – diese wäre politisch nicht realistisch. Der Bundesrat will den vollen Einsatz für den Energienutzungsbeschluss, und er will den Energieartikel.

Der Nationalrat hat diese Politik unterstützt. Er nahm den Nutzungsbeschluss klar an. Der Bundesrat zählt auch auf Ihre Unterstützung. Geben Sie Ihre Unterstützung vielleicht auch einmal der zweitbesten Lösung; streben Sie nicht die beste Lösung an, um die zweitbeste Lösung zu Fall zu bringen.

Mit dem Energienutzungsbeschluss, mit dem Energieartikel und mit dem Energiegesetz zeigen wir, dass wir es nicht beim Nein zu den Atominitiativen belassen. Wir zeigen damit, dass wir ja sagen zu konkreten und konsequenten Schritten für eine rationellere Verwendung unserer Energie. Wir sagen damit ja zum Energiesparen. Wir sagen damit ja zu einer realistischen Energiepolitik. Deshalb können wir mit gutem Gewissen – Frau Bühler, ich schlafe heute trotz Ihrer Voten gut – die Atominitiativen ablehnen.

Diese Initiativen gehen beide ökologisch in die falsche Richtung, und sie wären auch ökonomisch falsch. Denn solange wir nicht wissen, wie wir genügend einsparen können, dürfen wir nicht auf die Atomenergie verzichten. Wir dürfen nicht Risiken eingehen und Positionen aufgeben, denn das Wiedereinsteigen könnte uns sehr teuer zu stehen kommen. Alles andere wäre ein Hasardspiel mit unserer wirtschaftlichen Versorgung.

Der Bundesrat beantragt Ihnen, die Moratoriums- und die Ausstiegs-Initiative abzulehnen.

Ich schliesse mit den Worten von Herrn Hunziker: Mit Stoppen, Blockieren und Neinsagen kommen wir nicht weiter und können die Probleme, die uns so oder so erwarten, nicht lösen.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Stopp dem Atomkraftwerkbau (Moratorium)»**

**Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Halte à la construction de centrales nucléaires (moratoire)»**

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Minderheit*

(Bührer, Onken)

Die Bundesversammlung beantragt Volk und Ständen, die Volksinitiative anzunehmen.

**Art. 2***Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Minorité*

(Bührer, Onken)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

*Abstimmung – Vote*

|                               |            |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit   | 32 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 7 Stimmen  |

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 32 Stimmen |
| Dagegen                            | 7 Stimmen  |

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für den Ausstieg aus der Atomenergie»****Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour un abandon progressif de l'énergie nucléaire»****Titel und Ingress, Art. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Titre et préambule, art. 1***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 2***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Minderheit*

(Bührer, Onken)

Die Bundesversammlung beantragt Volk und Ständen, die Volksinitiative anzunehmen.

**Art. 2***Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Minorité*

(Bührer, Onken)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

*Abstimmung – Vote*

|                               |            |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit   | 38 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 5 Stimmen  |

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 38 Stimmen |
| Dagegen                            | 5 Stimmen  |

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

89.741

**Interpellation Lauber****Treibstoffgelder für Agglomerationen.  
Gleichbehandlung der Berg- und Randgebiete****Versement aux agglomérations  
d'une part des droits sur les carburants.  
Egalité de traitement des régions de  
montagne et des régions marginales***Wortlaut der Interpellation vom 6. Dezember 1989*

Nachdem die Antwort auf meine Einfache Anfrage vom 4. Oktober 1989 unbefriedigend ist, bitte ich den Bundesrat erneut, folgende Frage zu beantworten:

Ist der Bundesrat bereit, im Rahmen der geplanten Revision des Treibstoffzollgesetzes, für die Kantone, die nicht in den Genuss zusätzlicher Mittel für den Agglomerationsverkehr kommen, einen Ausgleich vorzusehen, indem zum Beispiel höhere Beiträge für Schutzbauten gegen Naturgewalten bei Strassen und Bahnen vorgesehen werden oder indem die nichtwerkgebundenen Beiträge gemäss Treibstoffzollgesetz für diese Kantone über den heute geltenden Ansatz hinaus erhöht werden?

*Texte de l'interpellation du 6 décembre 1989*

Le Conseil fédéral n'ayant pas répondu de manière satisfaisante à ma question ordinaire datant du 4 octobre 1989, je le prie de bien vouloir se prononcer sur la suivante:

Est-il prêt, dans le cadre de la révision prévue de la loi fédérale concernant l'utilisation du produit des droits d'entrée sur les carburants, à prévoir une compensation en faveur des cantons ne bénéficiant pas de subventions supplémentaires pour le trafic en agglomération? Il pourrait notamment envisager d'augmenter les contributions aux frais d'ouvrages de protection contre les forces de la nature le long des routes et des voies ferrées, voire de relever le seuil – fixé par la loi – des contributions au financement de mesures autres que techniques qui reviennent à ces cantons.

**Lauber:** Die Absicht des Bundesrates, neu werkgebundene Beiträge aus der Treibstoffzollkasse an Verkehrsinvestitionen in Agglomerationen auszurichten und als Kompensation die nichtwerkgebundenen allgemeinen Strassenbeiträge an die Kantone zu kürzen, ist im Vernehmlassungsverfahren nicht gut aufgenommen worden. Vor allem die Kantone zeigten kein Interesse daran, den Treibstoffzollanteil gegen Subventionen abzutauschen. Für die Bergkantone und die Kantone ohne Agglomerationen wäre diese Umschichtung zudem mit einer bedeutenden finanziellen Einbusse verbunden.

Das Vorhaben ist aus folgenden Gründen unannehmbar:

1. Diese neue Subvention würde zu einer zusätzlichen Verzerterung der Treibstoffzollgelder führen. Sie hätte einen erheblichen Mehraufwand für die Verwaltung zur Folge und würde kaum zu einer echten Förderung des öffentlichen Agglomerationsverkehrs beitragen.

2. Eine Kürzung der nichtwerkgebundenen allgemeinen Beiträge an die Strassenlasten der Kantone und Gemeinden wäre falsch und ungerechtfertigt. Sie träfe insbesondere die Gebirgskantone mit hohen Strassenlasten, die auf diesen Finanzausgleich angewiesen sind. Sie wäre aber auch falsch, weil der Bund seit Mitte der siebziger Jahre nicht in der Lage ist, die Treibstoffzollgelder entsprechend ihrer Zweckbindung einzusetzen, während auf der anderen Seite die jährlichen Defizite der Strassenrechnung der Kantone und der Gemeinden seit langer Zeit mehr als eine Milliarde Franken betragen. Diese gehen heute zu Lasten des allgemeinen Steuerzahlers. Die Rückstellung aus unverteilter Treibstoffzollgeldern, die der Bund bis jetzt nicht verzinst, beträgt heute rund 2,5 Milliarden Franken. Diese Rückstellung muss abgebaut werden. Aufgrund der geltenden Gesetzgebung sind die Treibstoffzollgel-

## Atomenergie. Volksinitiativen

### Energie nucléaire. Initiatives populaires

|                     |                                              |
|---------------------|----------------------------------------------|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1990                                         |
| Année               |                                              |
| Anno                |                                              |
| Band                | II                                           |
| Volume              |                                              |
| Volume              |                                              |
| Session             | Frühjahrssession                             |
| Session             | Session de printemps                         |
| Sessione            | Sessione primaverile                         |
| Rat                 | Ständerat                                    |
| Conseil             | Conseil des Etats                            |
| Consiglio           | Consiglio degli Stati                        |
| Sitzung             | 01                                           |
| Séance              |                                              |
| Seduta              |                                              |
| Geschäftsnummer     | 89.032                                       |
| Numéro d'objet      |                                              |
| Numero dell'oggetto |                                              |
| Datum               | 05.03.1990 - 18:15                           |
| Date                |                                              |
| Data                |                                              |
| Seite               | 23-35                                        |
| Page                |                                              |
| Pagina              |                                              |
| Ref. No             | 20 018 560                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.